

LE PATRIOTE

*Méfiez-vous
de l'homme
nu qui vous
propose
sa chemise.*

Hebdomadaire d'informations, d'analyses et d'opinions

200 Frs

15^e année

Bruno Jean-Richard Itoua

«LE CONGO, N'A AUCUNE LEÇON À RECEVOIR DE CEUX À QUI NOUS DEVONS LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES»

Le Congo-Brazzaville, troisième producteur de pétrole d'Afrique subsaharienne, développe plusieurs projets de production de gaz naturel liquéfié (GNL). En marge des travaux du sommet Invest in Africa Energy qui s'est achevé le mercredi 15 mai 2024 à Paris, le ministre des hydrocarbures du Congo Bruno Jean-Richard Itoua, a insisté sur la nécessité de poursuivre l'exploitation des énergies fossiles pour fournir de l'énergie aux populations et pour accroître les ressources des pays africains. Sur cette question, le ministre des Hydrocarbures estime dans l'interview exclusive qu'il a accordée aux confrères de RFI que « le Congo n'a aucune leçon à recevoir de ceux à qui nous devons les changements climatiques ».

9



Pénurie d'eau et d'électricité

LES DG D'E2C ET DE LCDE MIS AU PILORI

12



DES PRÉPARATIFS DANS UN CONTEXTE MARQUÉ PAR DES DISSIDENCES

3

Avis de grève

OUVERTURE DES NÉGOCIATIONS ENTRE LA DOUANE ET LES OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES

6

TRANSPORT AÉRIEN : ECAIR RENOUE AVEC SES VOLS NATIONAUX

8

UN REGARD SUR LE MONDE QUI VIENT...

Les révolutions technologiques et des rivalités géopolitiques actuelles remodelent les fondements de l'ordre mondial et laissent entrevoir une société humaine à l'aube d'une ère nouvelle. Certains y voient l'équivalent des révolutions chrétienne, copernicienne et de l'imprimerie cumulées dont les effets ont totalement changé la face de l'humanité. S'il semble hasardeux de décrire le nouveau monde en voie d'éclosion, des indicateurs pertinents préfigurent déjà ce que ne sera plus demain l'ordre mondial étatique d'aujourd'hui.

Des observateurs avertis nous décrivent à grands traits le tableau géopolitique d'une société internationale partagée entre un occident et ses satellites d'un côté, et de l'autre côté des puissances émergentes autour desquelles gravite une constellation d'acteurs qui aspirent à un monde multipolaire. Aux occidentaux nostalgiques de leurs privilèges d'antan qui montrent des dents et n'hésitent pas à mordre pour les défendre, se dresse un bloc des dominés d'hier qui revendiquent une place au soleil. La rivalité entre les deux groupes, contenue en certains endroits et explosive en d'autres, est source de spéculations diverses sur son issue probable si, toutefois, l'utilisation éventuelle de l'atome n'aura pas tout anéanti avant.

La crise ukrainienne, face émergée de cette confrontation, semble devenue le laboratoire dans lequel s'effectuent toutes les expériences. La défaite stratégique de la Fédération de Russie est l'objectif ouvertement affiché par les hautes autorités politiques de l'occident collectif et leurs élites intellectuelles. Il y va disent-elles de la sécurité, des valeurs et de la démocratie européennes menacées. Les moyens mobilisés, pour l'emporter, sont à la fois militaires, économiques, financiers, culturels, sociaux, religieux... L'opinion contraire n'a plus droit de cité dans une presse unanime en charge de l'éducation des citoyens sur le bien-fondé de la bonne cause, celle occidentale, de lutte contre les ténèbres. Toute tentative de réelle solution par voie diplomatique est délibérément sabotée.

De l'autre côté, les rodomontades du clan d'en face ne font pas reculer. A bas bruit certes, mais en profondeur, les lignes bougent. En perspectives on discute d'un monde multipolaire débarrassé de l'hégémonie, de la condescendance, du suprémacisme ; d'un monde où règneraient un respect récipro-

que, un équilibre des intérêts et des diversités humaines. Une fracture si profonde qu'il est laissé peu d'espace aux incécis.

La neutralité interdite

Dans cette lutte épique, le bloc occidental ne s'embarrasse pas d'user de la règle de l'extraterritorialité à l'encontre des Etats qui ne le suivent pas. Les mesures punitives prises devraient être respectées par les tiers. Ainsi, la Confédération Suisse légendairement pays neutre, sommée de se prononcer, a noyé deux siècles de neutralité « perpétuelle » dans un alignement sans équivoque. La voix du Pape, habituellement sacrée est rabrouée sur la place publique lorsqu'elle porte sur le conflit. L'interdiction du système Swift pour les opérations financières vers la Fédération de Russie ferme aussi l'accès aux partenaires de ce pays, même les plus pauvres, utilisant ce moyen pour l'achat de son blé. Des témoignages de participants de Haut-Niveau au sommet Russie Afrique de Saint-Petersbourg en juillet 2023 nous décrivent des forces obscures qui ont travaillé pour saboter ce grand événement. Une veille, à l'encontre des Etats tiers, est organisée pour le suivi de l'application des sanctions et un châtement exemplaire attend ceux qui tomberaient sous le coup du soupçon.

En fait, le lourd passif du bilan des relations interétatiques de l'ordre mondial agonisant milite en faveur de la thèse soutenue par des éminents experts qui ont longtemps dénoncé son iniquité. Sur le plan commercial par exemple, les échanges souvent inégaux, maintenaient un sud désœuvré face à un occident opulent. Par ailleurs, sans rameuter les plaies encore béantes de l'histoire des rapports entre l'occident et les autres peuples, par expérience il est permis d'être réservé sur la portée universelle des valeurs proclamées par l'élite

occidentale. Les valeurs dites civilisationnelles qui ont légitimé la colonisation cachaiement en réalité un agenda pour lequel les peuples victimes ont payé un très lourd tribut.

Sécuriser l'avenir

S'il est convenu que l'intérêt guide l'homme et que les Etats n'ont pas d'amis, une observation froide de la donne géopolitique actuelle incite à envisager les choses en fonction du temps long et non se contenter de l'aveuglant court terme. A cet égard, à l'attention des Etats ayant des économies extraverties basées sur des ressources naturelles, un géostratège averti les déconseillerait d'encourager un affaiblissement de la Fédération de Russie. Ce pays béni des dieux, avec un territoire équivalent à plus de la moitié du continent africain regorge en son sous-sol d'inestimables richesses naturelles. La mainmise par les occidentaux sur cette manne, le réel mobile en réalité de toute cette animosité, les mettrait dans une situation stratégique qui leur consoliderait une position dominante dont il est certain qu'ils abuse-raient sans scrupule.

En effet, il est admis par les grands experts de la science économique que la prospérité occidentale de longue date s'était bâtie, en grande partie, grâce à une énergie à moindre coût importée de Russie : en être privé pourrait sonner le glas des jours heureux. Dès lors, une Russie forte, économiquement tournée vers le nouvel eldorado asiatique et pour de longues décennies décollée du monde européen obligerait ce dernier, au sous-sol stérile, à densifier sa dépendance aux ressources naturelles d'ailleurs. Les bénéficiaires de cette aubaine, dans le cadre des nouveaux équilibres qui se dessinent, seraient logiquement en position plus avantageuse que naguère. Ils tireraient argument pour réexaminer les clauses léonines de certains accords fondés sur les codes d'investissement élaborés jadis sous les auspices parfois de « grands conseillers » venus d'autres cieux : la belle occasion d'asseoir désormais des relations sur de nouvelles bases, plus équitables.

Gérard Ondongo

Coopération sanitaire L'ACADÉMIE NATIONALE DE MÉDECINE FRANCE À LA CROISÉE DES CHEMINS

La nécessité de changer les paradigmes de gestion, le mode de fonctionnement et d'intervention de cette société savante française a été exprimée les 17 et 19 mai 2024 à Brazzaville. C'était lors de la réunion des membres africains de cette académie qui a été ouverte par le membre associé de l'Académie des sciences d'outre-mer, le premier ministre congolais Anatole Collinet Makosso.



Une coopération agissante pour une médecine performante

La réunion de réflexion des membres africains de l'Académie nationale de médecine France, a porté sur « la coopération sanitaire de la France avec les pays à ressources limitées ». Outre les responsables de cette institution sœur de l'Académie des sciences d'outre-mer, cette réunion a connu la participation des membres de l'Académie nationale de médecine, issus des dix pays d'Afrique francophone. Le constat révèle que « malgré des financements importants et une expertise reconnue, cette coopération n'a pas été à la hauteur des attentes ». C'est pourquoi, les différents intervenants ont été unanimes pour reconnaître l'urgence de redéfinir les partenariats existants « à travers une stratégie d'ensemble associant une mise en œuvre et un suivi des politiques scientifiques, administratives, techniques et éthiques ».

Pierre Mpelé qui en a été l'initiateur a précisé que les membres réunis à Brazzaville avaient « la noble ambition de mettre en place un partenariat renoué et renforcé entre l'Afrique et la France dans un cadre institutionnel transparent de concertation qui permet aux parties prenantes de définir ensemble les priorités vis-à-vis des enjeux scientifiques de demain. Ceci dans l'intérêt supérieur de la population. Nous devons écrire une nouvelle page de la coopération sanitaire de la France avec les pays francophones d'Afrique. C'est un moment rare pour que les scientifiques soient à l'avant-garde des politiques de coopération entre Etats. Le mémorandum de Brazzaville se veut une contribution pour une solidarité agissante entre les nations et les peuples ».

De son côté, Marc Gentilini, le président honoraire de cette

société savante a fait part de ses craintes et du danger de voir s'évader vers d'autres horizons, d'importants crédits européens ou nationaux. L'Académie peut « envisager une nouvelle façon de travailler ensemble pour le plus grand bénéfice des plus démunis, victimes des procédures défaillantes ». Les autorités africaines sont appelées à accorder une place de choix aux chercheurs, enseignants et soignants pour plus d'efficacité et davantage de respect aux malades.

Le temps est venu de redéfinir ensemble, une nouvelle politique de coopération entre l'Afrique et la France à travers un changement de méthode et de paradigmes. « Toute coopération mutuellement fructueuse entre nations passe par une grande concertation et ce, dans tous les domaines y compris celui de la santé, la recherche médicale, les soins et la formation avant d'être formalisée à travers les canaux de prise de décision plus transparents et institutionnels », a déclaré Marc Gentilini, le président honoraire de cette société savante. Il espère qu'il en sera désormais ainsi. En outre, Marc Gentilini suggère en conséquence, « un nouveau regard d'hommes et de femmes de sciences sur l'Afrique, tout en écoutant les aspirations profondes des Africains pour construire une nouvelle coopération ancrée sur les besoins, les cultures et les réalités locales ». Aussi, a-t-il poursuivi, la réunion de réflexion des membres africains de l'Académie nationale de médecine France, a contribué à l'amélioration du partenariat entre la France et les pays d'Afrique francophone dans la suite logique de leurs relations historiques renouées.

Ernest Otsouanga

Le congrès de l'UPADS

DES PRÉPARATIFS DANS UN CONTEXTE MARQUÉ PAR DES DISSIDENCES

L'Union panafricaine pour la démocratie sociale (UPADS) prépare son congrès ordinaire. On le sait, la non-tenu de ce congrès depuis 2017 a favorisé la naissance d'un mouvement dissident interne dont les animateurs viennent d'être lourdement sanctionnés. La commission préparatoire dudit congrès est à pied-d'œuvre pour qu'il se tienne dans une atmosphère apaisée et produise tous les effets escomptés.



L'UPADS vers le congrès de l'unité

L'espoir que suscite la tenue du très attendu congrès de l'Union panafricaine pour la démocratie sociale ne sera jamais déçu, à en croire des sources proches de la commission préparatoire. Cet espoir est porté par la publication d'une série de délibérations signées par le premier secrétaire de l'UPADS Pascal Tsaty Mabiála. Il s'agit entre autres de la délibération portant création de la commission préparatoire du congrès ordinaire, en référence aux conclusions de la quatrième session ordinaire et de la délibération fixant les missions, la composition et la durée de la commission préparatoire du congrès. Notons que la composition de la commission préparatoire est composée d'un bureau de huit sous-commissions techniques à savoir, politique et Juridique ; rédaction des textes fondamentaux ; économie ; éducation ; santé et affaires sociales ; rédaction du programme du parti ; communication ; politique culturelle et aménagement urbain. Les textes qui préparent ce congrès, indiquent en outre que la commission préparatoire est placée sous la responsabilité du secrétariat national. Elle est chargée de collecter les réflexions et contributions relatives au prochain congrès ; de préparer, organiser et superviser les congrès départementaux ; de dresser un rapport au secrétariat national. Dans la série des délibérations initiée par le conseil national

de l'Union panafricaine pour la démocratie sociale, figure celle définissant des sanctions à l'encontre de certains membres du parti pour faute grave ou pour cas de récidive, à l'instar des initiateurs et animateurs de la dissidence dénommée Task-force esprit UPADS. On se souvient que ces membres avaient assigné le parti en justice. En consultant la grille des sanctions, on découvre, qu'il y a des membres qui sont exclus du parti jusqu'à la tenue du congrès ; d'autres sont suspendus pour un semestre ; d'autres encore reçoivent un blâme, un avertissement avec inscription au dossier. Ces sanctions sont la suite logique de la naissance « d'une rébellion interne animée par un groupuscule d'hommes et de femmes mus par la quête d'intérêts privés et individuels au détriment de ceux du parti ». L'on se souvient que cette dissidence très active à Pointe-Noire avait animé une conférence de presse le 2 mai dernier pour expliquer à l'opinion la crise politique que traverse ce parti depuis la fin du mandat des instances dirigeantes en juin 2017. Les meneurs de cette dissidence sont : Marc Tsaty, membre du bureau politique et du conseil national sortant ; Jean Louvosso et Donatien Likibi, membres du bureau politique sortant ; Gertrude Bimi et Jules Kaya, membres du conseil national sortant. Quant à Noël Mboundou Kimpolo et Godefroy Dibakissa, ces deux cadres du parti, se disent avoir éclairé « le public sur la crise

structurelle et institutionnelle profonde que traverse l'Union panafricaine pour la démocratie sociale du fait de l'illégalité et l'illégitimité des instances dirigeantes depuis juin 2017 ». Dans le propos liminaire des tenants de la Task-force esprit UPADS, ils dénoncent « les intimidations et les menaces à l'intégrité physique des militants du parti qui ne partagent pas ces dérives ; la

diabolisation de la Task-force esprit UPADS en la convertissant malhonnêtement en une vulgaire rébellion alors que celle-ci pose le problème fondamental de l'existence du parti, à savoir le respect scrupuleux des textes organiques et de l'agenda statutaire du parti qu'il foule volontairement et cyniquement aux pieds. Le 1er secrétaire sortant s'obstine et s'acharne à coup de mena-

ces à vouloir étouffer le débat politique interne né autour de la problématique de l'illégalité et la légitimité des instances depuis juin 2017. Il prône la politique d'exclusion, au lieu de construire, unir, rassembler ou fédérer ». Une sortie de trop qui s'est soldée par la confirmation des sanctions.

Henriet Mouandinga

LA PARABOLE DE L'ÉLÉPHANT

LES PARTICULARISMES DE L'ÉLÉPHANT

Mon grand-père a toujours soutenu que l'éléphant est un animal hors pair. En raison de sa riche expérience, cet octogénaire n'a cessé d'en faire la démonstration, notamment en s'appuyant indistinctement sur les aspects physiques de l'animal, ses mœurs, son caractère... Selon lui, dans l'appréciation qu'il fait de ce spécimen zoologique, l'homme se trompe souvent à croire que la mémoire infallible de l'éléphant est son seul mérite, son unique point fort. Erreur ! L'animal présente plusieurs traits distinctifs qui font de lui, une particularité. Pêle-mêle, il a évoqué : sa trompe, cet organe très flexible qui joue plusieurs rôles dans la vie du pachyderme ; de l'hypersensibilité de son ouïe. Selon ce fin connaisseur de l'éléphant, « l'œil de l'éléphant est suspendu sur la montagne pour lui permettre de tout voir autour de lui ; tandis que son oreille est placée au pied de la montagne pour tout écouter ». Ses larges pavillons mesurant jusqu'à plus d'un mètre de rayon lui permettent de capter tous les micro-sons qui échappent à la sensibilité de l'oreille humaine. Ainsi, sur de longues distances, l'éléphant réagit promptement aux vibrations émises par ses congénères : ses

pieds volent au secours de ses oreilles. Dès lors, toutes les émissions acoustiques sont transformées en ondes sismiques diffusées dans le sol et parviennent à ses oreilles par voie pédestre. Puis, le coup de tonnerre d'hier, lorsque mon grand-père nous a encore parlé des particularismes de l'éléphant dans un long exposé. Son récit a laissé toute l'assistance abasourdie, notamment lorsqu'il a présenté le pénis de l'éléphant comme un organe multifonctionnel, qui est à la fois un organe de reproduction et un instrument permettant à l'animal de se gratter. Selon ses besoins, il peut se frotter le ventre ou les cuisses en usant de cet organe. A en croire les affirmations du vieux sage, quand s'exprime le besoin de se gratter les parties basses, du reste inaccessibles par la trompe, l'éléphant se met subitement en érection, non pour des ébats sexuels, mais pour se mettre à l'aise. C'est alors qu'il promène son pénis bien rigide sur les zones qui démangent. Et le vieil homme de s'émouvoir : « aucun autre animal de la terre n'utilise son sexe à cette fin ».

Jules Débel

1963-2024, L'OUA - L'UA CÉLÈBRE CE 25 MAI SES 61 ANS D'EXISTENCE

Le 25 mai 1963, 32 chefs d'Etat africains se réunissent à Addis-Abeba, en Ethiopie sous la présidence de l'Empereur Haile Selassie en vue de signer la charte créant l'Organisation de l'Unité Africaine en sigle OUA. Notre pays y était représenté par le président Fulbert Youlou. 61ans déjà et depuis, bien d'eau a coulé sous le pont. Aujourd'hui, on peut bien se rendre parfaitement compte de l'immense travail fourni par les pères fondateurs de l'organisation afin que le continent parvienne à affirmer sa personnalité sur la scène internationale. Ce travail peut être scindé en deux chapitres. Le premier prend sa source dans le sommet inaugural de l'Organisation jusqu'à sa mutation en Union Africaine en 2002 . Le second approfondi le travail des pères fondateurs et le porte a des niveaux plus élevés. Il prend le relais exactement le 9 juillet 2002 à Durban en Afrique du Sud. La figure de proue de ce nouveau départ est le président sud-africain Tabou Mbeki.

L'idée à l'origine de la création de l'Organisation de l'Unité Africaine est de faire évoluer ce continent noir moqué vers un continent libre, débarrassé des chaînes du passé, notamment la colonisation et l'apartheid. Mais autant un continent uni et fort, apte à faire face efficacement aux tentatives de recolonisation à laquelle n'ont jamais renoncé ses initiateurs. En tout cas, un continent capable de parler d'une même et seule voix sur la scène internationale. Sur tous ces thèmes, l'Organisation de l'Unité Africaine a été présente et les résultats de ses batailles ont été probants. Aujourd'hui, il est difficile de mettre en doute la décolonisation du continent noir qui était l'un des objectifs majeurs de l'organisation panafricaine à sa création. Il est difficile de trouver sur le continent une portion de territoire qui ploie encore sous le colonialisme. Pour s'en convaincre, il suffit de comparer le nombre d'Etats membres de l'organisation panafricaine à sa création soit 32 en 1963 et celui de l'Union Africaine en 2002 qui

s'élève à 55.

La décolonisation, une réussite

Ainsi, 23 Etats ont accédé entre temps à la souveraineté internationale. En effet, ne peuvent être membres à part entière de l'Organisation de l'Unité Africaine que des Etats indépendants. Il est vrai qu'il subsiste l'île de Mayotte qui se trouve encore sous la coupe de l'Etat français. Mais tel est le choix du peuple de cet archipel exprimé à la suite d'un referendum organisé en 1974 et 1976. L'archipel de Mayotte se trouve dans l'océan indien. L'Organisation de l'Unité Africaine, faut-il le rappeler, respecte le sacro-saint principe de la non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats. L'Organisation de l'Unité Africaine a respecté la volonté de la majorité des Mahorais. En revanche, elle a beaucoup aidé matériellement les pays dont les peuples réclamaient la liberté et l'indépendance. Elle a saisi la tribune qu'offraient les Nations-Unies pour porter leurs plai-

doyers quand elle ne les aidait pas directement. Ce fut le cas de la Rhodésie représentant les intérêts du Royaume Uni, un pays colonisateur en Afrique Orientale. La victoire des combattants pour l'indépendance de ce pays au début de la décennie 60 entraîna sa partition en 3 Etats, le Zimbabwe, la Zambie et le Malawi. Le continent africain arriva à la fin de la décennie 80 avec un total de 55 Etats indépendants, tous membres de l'organisation panafricaine. A la signature de la charte, ils n'étaient que 32. Un autre objectif majeur atteint par l'organisation panafricaine est celui relatif à l'éradication du système odieux de l'apartheid. Notre pays y a joué un rôle important. La reconnaissance de ce rôle a été symbolisée par la visite du héros sud-africain à Brazzaville, Nelson Mandela, le 11 février 1991 soit un an après sa sortie des geôles du régime de l'apartheid.

Un piège colonial évité

Les pères fondateurs de l'organisation panafricaine avaient également à cœur les conflits

frontaliers entre pays voisins qui étaient légion au lendemain des indépendances. Ils s'y attendaient plus ou moins car convaincus que les frontières héritées de la colonisation constituaient des véritables bombes à retardement qui exploseraient un jour. En hommes avertis, les pères fondateurs ont adopté des stratégies en vue de limiter les dégâts. Ainsi, ils ont adopté des résolutions invitant les Etats africains à s'en tenir aux frontières découlant de la période coloniale. Les Etats membres ont pour la plupart intériorisé cette résolution. Ce qui s'est traduit par une réduction drastique des cas de conflits frontaliers. Mais ces conflits qui mettaient à l'épreuve l'organisation résultaient quelquefois de ce que les rebelles traversaient les frontières afin d'établir leur base dans les pays voisins. Les tensions provoquées par ces migrations se terminaient souvent par des conflits armés entre les deux pays voisins. Des mécanismes avaient été mis en place dans le but de réduire ces crises frontalières. Aujourd'hui encore subsistent ces deux types de conflits, surtout dans l'Est du continent. L'OUA en a refilé quelques-uns à l'Union Africaine.

Un tournant pour le continent

Après avoir rempli l'essentiel de ses missions, l'Organisation de l'Unité Africaine a transmis le flambeau de la lutte du continent pour son émancipation à son successeur, l'Unité Africaine.

Celle-ci a vu le jour le 9 juillet 2002 à Durban en Afrique du Sud devant 55 chefs d'Etat et de gouvernements africains. Ainsi démarre le deuxième chapitre du travail qui approfondira celui initié par les pères fondateurs de l'organisation de l'Unité Africaine. Il s'agira, entre autres, d'assurer l'intégration économique du continent pour permettre à ce dernier de jouer pleinement son rôle sur la scène internationale et ainsi en finir avec la marginalisation dont il fait l'objet depuis l'aube des indépendances africaines. Dans ce sens des programmes ont été élaborés dont le plus emblématique est l'agenda 2063. La zone continentale de libre-échange, les transformations des matières premières, le développement du secteur manufacturier ainsi que les infrastructures de connectivité seront mises en œuvre en vue de contribuer à la mise en œuvre du programme de l'Union Africaine. A propos des infrastructures de connectivité, on peut évoquer les routes, les chemins de fer, les ports, les réseaux de communication. Certains secteurs sont déjà en action notamment la ZLECAF, les infrastructures de connectivité, notamment la route-rail sur le fleuve Congo. Au regard de l'attention particulière que les autorités, les experts, la jeunesse et les Ongs africaines accordent au projet de l'Union Africaine, il se dégage de l'optimisme. On sent que ça bouge et c'est bon pour l'avenir du continent.

Laurent Lepossi

FMC-Moungali

EXHORTATIONS ET ORIENTATIONS D'HONORÉ MOUANDA

Le conseil du comité de la Force montante congolaise (FMC) du quatrième arrondissement de Brazzaville a tenu sa session inaugurale le 18 mai 2024 à la maison commune de Moungali. Au cours de cette séance de travail, Honoré Mouanda secrétaire exécutif de la fédération FMC - Brazzaville a évoqué les attentes de la direction politique, répercuté les orientations du premier secrétaire de la FMC et rappelé les grands rendez-vous politiques pour lesquels l'union catégorielle du Parti congolais du travail (PCT) est attendue sur le terrain. Pour mémoire, cette réunion intervient après celles de Bacongo, Talangai et Poto-Poto.



Honoré Mouanda mobilise les troupes

de se servir d'un soubassement des comportements inciviques au profit de certains, alors que nous avons les capacités d'être ce soubassement d'une génération des éclairés, une génération qui ensemble avec ses dirigeants s'attelle à relever les défis et surtout à se montrer plus disponible pour son pays ».

Pour cela, il exhorte ses congénères, pour cette année dédiée à la jeunesse, « de faire

preuve de responsabilité dans nos actes, de faire preuve de discipline dans notre manière de décider et de faire preuve de sagesse dans notre marche de tous les jours, afin que nous renforçons la foi et la confiance auprès de nos dirigeants ».

Il n'occulte pas les difficultés, les angoisses et le doute quotidiens. Mais ces réalités devraient amener chacun à se convaincre que rien n'est impossible à celui qui croit en

son pays. Face aux nombreux défis, Honoré Mouanda appelle les membres de la FMC Moungali à l'unité, au travail, à la discipline et de regarder dans la même direction. « *Malgré la situation financière qui est mondiale et qui se présente de plus en plus de façon rechignée, notre pays ne cesse de multiplier les mécanismes qui s'avèrent très louables et qui permettront à sa population majoritairement jeune de se situer sur les orbites d'un avenir plus prometteur* », leur a-t-il dit.

A l'approche des batailles politiques pour lesquelles le PCT s'emploie à s'octroyer toujours des belles, bonnes et larges victoires, le secrétaire fédéral de la FMC-Brazzaville, estime que la FMC devrait s'atteler à se mettre en ordre pour imprimer le rythme, donner le ton et la cadence à l'ensemble des départements.

Ernest Otsouanga

Vivre-ensemble

LE PRINCIPAL COMBAT DE L'ASSOCIATION DÉSIR D'UNITÉ

Le 16 mai dernier, l'humanité a célébré la journée internationale du « vivre-ensemble en paix ». Au Congo, cette journée est presque passée inaperçue, à l'exception de l'Association désir d'unité (ADU) que dirige Jean De Dieu Kourissa-Loufoua. A cette occasion, ADU a publié un message à l'attention des populations du Congo, de l'Afrique et du monde, dans lequel il invite chacun à « traquer l'ethnocentrisme ».



Jean De Dieu Kourissa-Loufoua

« Vivre-ensemble en paix » dans une société congolaise plurielle, occupe une place de choix dans le programme de société du président de la République Denis Sassou N'Guesso. La marche vers le développement est une invite à la consolidation des acquis d'un pays à la quête du bonheur et du bien-être commun, selon l'Association désir d'unité. Dans le message publié à l'occasion de la journée mondiale du « vivre-ensemble en paix », l'ADU s'appuie sur des éléments sociaux et la réalité sociopolitique pour exprimer sa compréhension, son appréhension de ce concept.

L'ADU a demandé à tous les Congolais de mutualiser leurs efforts en vue de l'éclosion de ce ferment de la fraternité qu'est le « vivre-ensemble ». En effet, dans son adresse publiée à cet effet, ADU invite les Congolais à réfléchir sur le « vivre-ensemble », dans un Congo qui a été secoué par des conflits divers et multiformes. Pour cette association, le « vivre-ensemble » est une urgence socio éthique osée, mais nécessaire. « L'incompréhension, la haine et l'intolérance qui semblent prendre corps dans quelques pays africains sont les maîtres-mots de cette humanité africaine que ces deniers tentent plus que jamais de diviser consciemment ou non. Les membres de ces communautés s'en éloignent incidemment. Dans ce contexte évocateur du repli-identitaire, se tourner vers le séparatisme qui peut nous amener à naviguer à contre-courant de la marche vers le développement de l'Afrique et de notre Pays le Congo. Or, en prenant en compte ces difficultés inhérentes à la marche de la société congolaise, le « vivre-ensemble » dont nous visons l'instauration avec raison depuis toujours est plus qu'une interpellation à l'endroit des Congolais épris de Paix», a fait savoir Jean De Dieu Kourissa-Loufoua.

Poursuivant sa déclaration, Jean De Dieu Kourissa Loufoua affirme qu'il s'agit de revenir à l'évidence que ceux-ci, quelles que soient leurs origines, sont porteurs d'une part de trans-africanité et de citoyenneté qui devraient à la

fois être reconnues par tous et être défendues en tout lieu.

A en croire l'ADU, le carré du vivre-ensemble, se résume à la conjugaison de la volonté du faire-ensemble, d'agir-ensemble, de penser-ensemble, de grandir -ensemble, pour construire une paix durable ; bref démontrer qu'aucun Congolais ne peut être au-dessus d'un autre.

C'est dans cette optique que l'Association désir d'unité appelle les Congolais, « à éprouver le désir d'unité, de solidarité, en raison de la nécessité impérieuse de rêver, au sens noble du terme, d'une famille saine et sainte, pure de toute violence animale. Et cela, en toute logique, afin de bâtir ensemble, dans un lien d'amour, un Congo nouveau, au sein duquel chaque citoyen devrait se sentir toute aise, sur la base du vivre-ensemble comme exigence éthique et politique, mais aussi, en tant que modèle-idéal d'incarnation des valeurs morales et spirituelles ».

Aussi, l'ADU sollicite des Congolais, leur engagement dans une lutte « sans merci contre le repli-identitaire qui accouche inexorablement des identités meurtrières répétables ici et là ». En effet, déclare son président, « il est temps que chaque Congolais se donne les moyens vertueux, pour traquer l'ethnocentrisme persistant dont les figures apparaissent maintenant dans la brutalité étonnante qui renaît parfois dans nos quartiers, justifiant ainsi la pointe avancée d'une hypocrisie meurtrière entre les mots du genre Brazzaville nord ; Brazzaville-sud ».

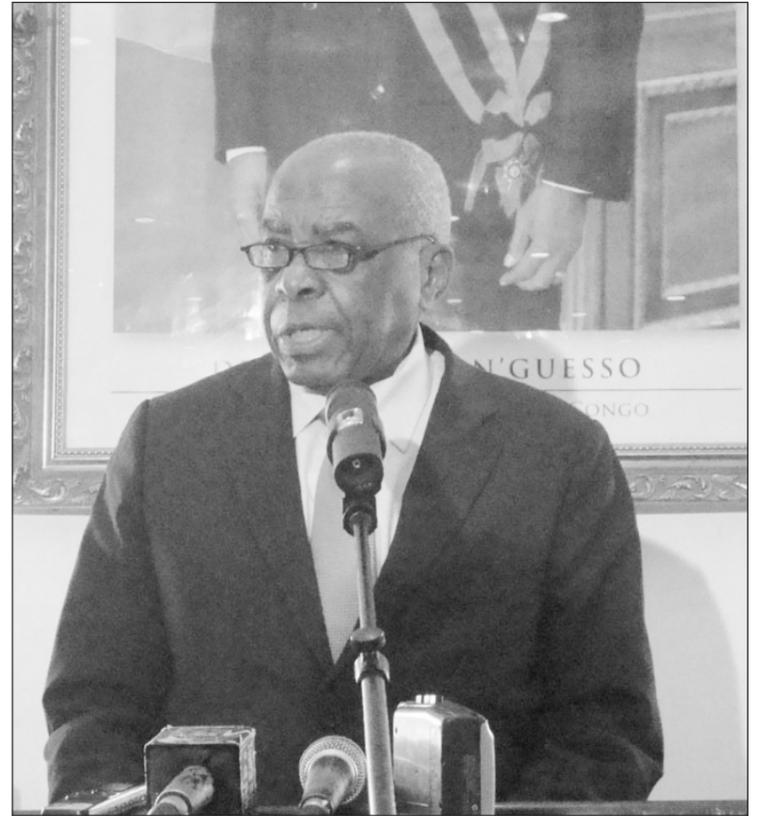
De même, elle appelle les Congolais à se placer aux antipodes de la logique tribale et de l'instinct grégaire, tout en rappelant à chacun que la question du « vivre-ensemble » est plus qu'urgente. Les Congolais doivent prouver par des actes que la République du Congo n'a jamais été un rendez-vous manqué avec la véritable solidarité. Enfin, l'ADU exhorte les Congolais à suivre le président de la République dans son combat pour l'édification de la cohésion nationale, de la paix et de la prospérité, pour un mieux vivre-ensemble.

Henriet Mouandinga

Vie associative

L'ACAP PRÔNE LA PAIX AU NIVEAU NATIONAL ET INTERNATIONAL

L'Association congolaise d'Amitié entre les Peuples (l'ACAP) a organisé le 16 mai dernier à Brazzaville, une conférence de presse avec les journalistes locaux et étrangers. Elle avait pour but de sensibiliser les membres de ladite association sur la rencontre qui aura lieu le 19 juin prochain, et qui portera sur les enjeux des soixantenaire de cette structure.



Vital Balla

Pour l'ACAP, le soixantenaire permettra aux membres de l'ACAP d'évaluer avec pertinence les programmes et les actions dans le temps, dans l'espace et mettre en exergue les réalisations de l'Association congolaise d'Amitié entre les Peuples. L'ACAP œuvre en faveur de l'unité et de la solidarité nationale tout en sensibilisant le peuple Congolais sur la nécessité de sauvegarder la paix, et de raffermir les liens d'amitié entre les autres peuples du monde.

En effet, après avoir mis en évidence les heurts et malheurs de la décolonisation, les animateurs de cette activité cernent et présentent les domaines de compétence de l'ACAP dans cet espace afin de justifier l'existence, la visibilité, l'intérêt dans le cercle des associations sœurs poursuivant les mêmes objectifs et partageant les mêmes idéaux. Ils élucident par ailleurs la posture de l'ACAP en rappelant son itinéraire l'ayant amené à soutenir les conclusions de la conférence de Bandoeng en 1955.

Cette conférence marquera ainsi l'entrée du tiers monde sur la scène internationale.

L'ACAP condamne la colonisation, l'impérialisme et surtout l'apartheid en vigueur en Afrique australe. Le soixantenaire est porté sur le thème : « Peuples des Nations Unies épris de paix, unissons-nous pour protéger les droits de l'homme souvent facteurs des conflits ».

Pour ces membres, ce soixantenaire mettra en puissance le témoignage du livre de Vital Balla sur « la paix, la solidarité et l'amitié des peuples ». Un ouvrage qui trace la visibilité des actions attrayantes d'une association qui prône la paix. En outre, ce soixantenaire prévoit des conférences débats, expositions et témoignages des anciens boursiers de l'ACAP avec les autres personnalités en collaboration avec les communautés étrangères résidants au Congo, ainsi que certains conseillers culturels d'Ambassade, tout en procédant à la campagne d'adhésions.

Notons que l'ACAP fut créé en 1964. Elle a toujours été ce haut lieu d'échange et de réflexion constructive pour la paix et le développement.

Dim-Martie Mizère

LE PATRIOTE

Siège: 106 bis,
Rue Ewo - Ouenzé
N° MAT. 053/MCRP/DGA/DPE
DU 25 MARS 2010

Directeur Général
Patrick YANDZA

Directeur de la Publication
Guy MOUKOZA

Equipe rédactionnelle
Laurent LEPOSSI,
Georges ENGOUMA,
Jules Débel,
Gulit NGOU,
Ernest OTSOUANGA
Dim-Marthe MIZÈRE

Relationniste
Anderson de MBALOÉ,

Mise en pages

YENGO MALANDA

Impression
Offset
Journal Le PATRIOTE

Avis de grève

OUVERTURE DES NÉGOCIATIONS ENTRE LA DOUANE ET LES OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES

La séance de travail initiée par Guénolé Mbongo Koumou aura lieu le 21 mai 2024 à Brazzaville. Elle sera marquée par un échange franc et sincère entre le directeur général des douanes et les responsables de la Coalition des opérateurs économiques du Congo (COEC), émettrice de l'avis de grève illimitée.

L'invitation adressée au président de ladite coalition par le directeur général des douanes annonce une séance de travail, suite aux informations relatives au préavis de grève, lancé par la Coalition des opérateurs économiques du Congo (COEC). Elle aura pour objet, l'examen des revendications de la COEC. En effet, une assemblée générale extraordinaire des commissionnaires agréés en douanes tenue à Pointe-Noire, avait mis sur la table du gouvernement un cahier de charges qui était assorti d'un préavis de grève. De même, la COEC avait également fait état du mauvais climat des affaires en douane ; de la situation des transitaires détenus à la maison d'arrêt de Brazzaville ; de



Photo de famille après l'élection des nouvelles instances

l'instruction et de la circulaire du ministre de l'économie et des finances ; une correspondance du directeur général des douanes et la protestation de l'inter-syndical des douanes. Rappelons que cette assemblée générale avait discuté de : « l'imposition abusive et

anarchique des valeurs en douanes des marchandises à l'import ; la remise en cause du mode de paiement de la société Global Access ; le retrait de la société Cercored servant à identifier les assurances locales ; le manque de cadre arbitral conjoint chargé

de veiller en permanence aux différents conflits résultant de la violation des textes et règlements qui régulent l'administration des douanes ; le non-respect des engagements pris dans le communiqué final de la réunion de concertation entre les acteurs de la plateforme portuaire le 10 décembre 2023 où il était question de la relecture conjointe des textes sur l'optimisation du full scanning afin d'assurer le bon fonctionnement de la société Global

Access ».

Elle faisait état de l'irrégularité des notes prises par la tutelle « allant à l'encontre de la procédure judiciaire engagée » et constatait « les preuves tangibles dénoncées par l'inter-syndical des douanes... qui incrimine le ministère comme

responsable de l'évasion fiscale des déclarations écrasées dans le système Sydonia dont sont les incriminés les commissionnaires agréés en douane... »

Actuellement, la COEC se plaint de la dégradation « du climat des affaires et le manque de volonté » de la tutelle et notifie que ses membres sont dans l'obligation, de suspendre toutes leurs opérations en douane par une grève illimitée qui devrait être observée à partir du 16 mai 2024. Mais la COEC a privilégié la concertation comme l'exige la procédure en la matière. Suite à la disponibilité et à l'offre du dialogue du directeur général des douanes, la COEC accepte la main tendue de Guénolé Koumou et ses dirigeants se retrouveront le 21 mai 2024 à Brazzaville avec le directeur général des douanes pour examiner leurs revendications. Une offre bien accueillie par les opérateurs économiques dont certains seraient déjà à Brazzaville et attendent la réunion sur place.

Henriet Mouandinga

Syndicat des douanes

NOUVEAU DÉPART APRÈS LA MISE À L'ÉCART DES SYNDICALISTES VÉREUX

L'orage qui a secoué fortement le syndicat des douanes du Congo (SYDOC) est passé. L'heure est au travail avec le nouveau bureau exécutif présidé par Faustin Etemaleke. Les membres du nouveau bureau ont été présentés récemment au directeur général des douanes Guénolé Koumou Mbongo. Mettant à profit cette occasion, il leur a rappelé l'impérieux devoir d'approvisionner en tout temps et en toute circonstance, le trésor public en ressources financières. Le nouveau bureau s'est excusé du préjudice subi par sa tutelle, l'Etat et les Congolais à cause de ses querelles intestines. Son président promet de forger l'harmonie qui est la condition sine qua-non à l'accomplissement des missions assignées.

Le SYDOC est de nouveau sur les rails. Le nouveau départ est lancé par l'assemblée générale électorale du 14 mai 2024 qui a été dirigée par René Serge Blanchard Oba, président de la Confédération des syndicats libres et autonomes du Congo (COSYLAC), à laquelle est affilié le SYDOC. Elle s'est soldée par la mise en place d'un nouveau bureau dirigé par Faustin Etemaleke.

Après l'élection du bureau, les membres de la nouvelle équipe ont été présentés au directeur général des douanes qui les a exhortés au goût du travail bien fait et bien accompli. En cette période difficile où le Congo traverse un déséquilibre économique et financier criant, l'effort des régies financières est vivement sollicité.

L'élection des instances syndicales s'est déroulée dans la plus complète quiétude. En effet, seul candidat en lice



Présentation du nouveau bureau par le président de la COSYLAC

pour succéder à Juste Macaire Bidimbou, Faustin Etemaleke a été élu avec 50% des voix contre trois abstentions. Sur proposition du bureau sortant, une liste de 39 conseillers a été élue à l'unanimité. Le conseil national est présidé par madame Aurélie Leke Bikoumba, tandis que la première vice-présidence a été confiée à

Claver Ngassao au terme d'une élection à main levée. La commission de contrôle et d'évaluation est présidée par Gyckel Mongombe Myotho. L'assemblée générale a entériné la radiation des quatre membres de la commission de contrôle et d'évaluation sortante et a recommandé la

relecture des textes fondamentaux du SYDOC, aux fins de les adapter à la nouvelle donne. Une rencontre entre les nouvelles instances et la direction générale des douanes est prévue, aux fins de faire le point sur la situation sociale des douaniers et la confirmation de l'affiliation du SYDOC à LA COSYLAC.

La COSYLAC en guerre contre le mercenariat syndical

Cette mise en garde qui émane de René Serge Blanchard Oba, président de la COSYLAC est destinée à ceux qu'il a qualifiés de « mercenaires issus des milieux politico-syndicalistes ». Ceux-là même qui ont pollué le climat social à la douane, exacerbé la crise au sein du SYDOC et causé du tort à l'Etat. Ils ont fait feu de tout bois, en tentant d'empêcher la tenue de l'assemblée générale électorale, en osant persuader le président de la COSYLAC de la boycotter. Le président de la COSYLAC a indiqué à qui voulait l'entendre que la structure syndicale dont il a la charge de présider aux destinées, sanctionnera les auteurs et complices de la déstabilisation qui n'ont pour ambition que de régler des

comptes à leurs collègues et qui sont mus par la quête des postes de responsabilités, l'intérêt individuel au détriment de l'intérêt collectif.

Il a félicité les délégués et leur a demandé d'être intransigeants vis-à-vis des syndicalistes à la solde des politiciens. « Votre volonté, votre motivation, votre détermination, de vous projeter vers le futur en vous débarrassant des politico-syndicalistes a payé ». Pour le président Serge Blanchard Oba « une page de votre organisation vient d'être tournée. Vous venez de concrétiser un des moments magnifiques qui marquera à jamais, l'histoire du SYDOC ».

Aussi a-t-il conclu, « le SYDOC ne sera jamais un outil au service du politique mais, un instrument au service des travailleurs de la douane. Il s'illustre comme un syndicat fort, débarrassé de toute racaille politique. Le SYDOC ne doit pas être un tremplin pour des syndicalistes véreux pour accéder aux postes de responsabilité en complicité avec certains responsables de l'administration ».

Nouveau bureau, nouvelles ambitions

Pour sa part, le directeur général des douanes a rappelé à l'attention des membres du nouveau bureau, les priorités de la douane congolaise.

Suite page 7

Gestion administrative

LA QUALITÉ D'ACCUEIL DES USAGERS DANS LES ENTREPRISES PUBLIQUES RESTE UN ENJEU MAJEUR

L'accueil physique des usagers constitue un moment essentiel dans la vie d'une administration publique ou privée. Il exige l'écoute, la disponibilité, la proximité, la simplicité, la bonne élocution et l'efficacité. Malheureusement, cet accueil dans les administrations congolaises laisse encore à désirer. En témoignent, les multiples plaintes des usagers qui portent généralement sur les expériences vécues. C'est pourquoi, la recherche de l'amélioration de la qualité d'accueil dans une administration est une tâche permanente.

En effet, pour la plupart des congolais interrogés sur cette question, 70% des avis sont défavorables. Les usagers ont une opinion mitigée sur l'accueil dans les services publics. Beaucoup de gens partagent un a priori négatif sur l'accueil dans les administrations qui ne repose pour la plupart des cas que sur une mauvaise expérience. On le sait, le premier contact dans le service public est l'accueil physique. Il vise à rassurer les usagers en répondant à leurs préoccupations.

Dans un monde moderne, il devrait également permettre de concrétiser les trois principes fondateurs du service public à savoir l'égalité, la mutabilité et la continuité, auxquels pourrait s'ajouter un quatrième principe qui est le statut ou la qualité. Les procédures administratives sont encore souvent perçues comme trop rigides, trop complexes ou trop archaïques par une majorité des congolais, notamment en comparaison avec l'immédiateté de la personne qui arrive dans une administration.

Les incompréhensions entre les administrations et les administrés restent courantes. Antoine Malonga, retraité de son état, raconte sa triste expérience : « *alors que je venais prendre connaissance des différentes procédures de traitement de mon dossier de pension, le monsieur qui était*



Formation des hotesses d'accueil

là, au lieu de s'intéresser à moi, se préoccupait plutôt de la fermeture de son bureau sans se soucier de ma présence. D'une manière désinvolte, il me dit monsieur, revenez dans deux voire trois mois sans daigner m'écouter. Nos services ont encore beaucoup à apprendre. La gestion administrative au Congo se doit bien d'être enseignée pour soigner l'image de nos services», a-t-il déploré.

Les difficultés rencontrées sur le terrain

La réalité de l'accueil dans les administrations publiques et privées fait réfléchir. En effet, « *l'administration manque de*

processus qui soit clair, partagé, expliqué et qui nécessite d'être amélioré quand il le faut. A cette insuffisance, s'ajoutent également des difficultés liées au contexte de restriction budgétaire. Les administrations doivent aujourd'hui faire plus avec peu d'argent. A l'avenir, elle doit donc devoir tendre vers la « simplicité », c'est-à-dire des processus simples, malgré des normes toujours plus complexes », a expliqué Fernand Mabika, un gestionnaire de comptes bancaires. Autre carence souvent constatée, l'absence de système d'information dédié à l'accueil des citoyens. Dans les administrations, les outils sont souvent « fait-maison » et

n'offrent donc pas la possibilité de disposer d'une base de données permettant d'apporter une réponse fiable et quasi immédiate aux usagers. On peut penser que les services publics gagneraient ainsi en s'inspirant

des autres plateformes de gestion de clients par exemple. De tels outils, explique-t-on, permettraient notamment de disposer de l'historique des demandes et des besoins des usagers.

Pour l'accueil des usagers, il faut un dispositif devant faciliter le pilotage de l'activité et la gestion des « pics » d'affluence en optimisant l'allocation des ressources ; fournir aux personnes en charge de l'accueil l'ensemble des informations nécessaires et enfin, partager les informations dans une logique qui permette aux usagers de trouver leur compte.

L'accueil dans les services publics souffre également d'une absence de professionnalisation des agents. Il n'existe pas de véritables formations pour les chargés d'accueil, alors que ce type de métier nécessite des compétences spécifiques. Au finish, c'est bien la combinaison de toutes ces difficultés qui amène les usagers à apprécier négativement les gestionnaires des services d'accueil.

Dim-Martie Mizère

Syndicat des douanes

Suite de la page 6

Ces missions sont entre autres: la mobilisation des ressources douanières, la surveillance des frontières et la protection de l'espace économique. Il leur a aussi signifié que votre crise était une affaire interne et les solutions ont été trouvées en interne, sans interférence de la direction générale étant donné que les syndicats ont leur liberté d'action et jouissent de leur autonomie de décision. « *Mais c'est ensemble que nous pouvons mobiliser les ressources tel que voulu par le gouvernement. Nous allons travailler ensemble pour atteindre les objectifs assignés. Nous avons reçu la consigne des plus hautes autorités, de mobiliser les ressources. Nous devons remplir nos missions en dépassant nos égos. Même si individuellement chacun a ses attentes et ses aspirations, cela ne doit, en aucun cas perturber le travail de l'administration. Nous devons accomplir nos missions dans la discipline et sans atermoiement. Sans un syndicat fort, la douane n'atteindra pas ses objectifs. Si les syndicats ne travaillent pas avec la direction générale, il sera difficile de mobiliser les recettes nécessaires attendues*

par le gouvernement », a fait savoir le directeur général. Il sied de noter que la direction générale est disposée à échanger avec tous les syndicats sur tous les problèmes de la douane qui méritent des réponses urgentes. « On s'assiera en toute responsabilité autour de la table, pour une douane forte, mobilisatrice des recettes pour le bien être des congolais et le climat des affaires », a-t-il rassuré.

En réaction aux instructions du directeur général, le nouveau président du SYDOC a attiré l'attention de ses collègues en ces termes : « *nous sommes un syndicat et non un parti. Nous défendons les intérêts des travailleurs. Nous avons beaucoup de défis à relever. Mais nous avons notre administration, la direction générale des douanes et notre tutelle. Notre arme c'est le dialogue, la concertation et le compromis. Ils nous amèneront à obtenir ce que nous voulons. Mais l'unité amènera les douaniers à remporter les grandes batailles (...) Le syndicalisme, c'est l'abnégation et le sacrifice et non la guerre », a déclaré Faustin Etemaleke.*

Marlène Samba



OUVERTURE DES LIGNES

ETOUMBI - KELLE & ETOUMBI - MBOMO!!

après une interruption momentanée de la ligne Etoumbi - Kelle, votre transporteur vous annonce sa relance et l'ouverture du tronçon Etoumbi - Mbomo

Désormais voyagez jusqu'à MBOMO!!

Brazzaville

ETOUMBI - KELLE

tous les

MARDIS

SAMEDIS



Brazzaville

ETOUMBI - MBOMO

tous les

JEUDIS

www.oceandunord.com
contact@oceandunord.com

Phones: 05 728 88 33/ 06 587 44 60
Direction Brazzaville: 01, rue Ango av de la tsiémé Mikalou.

TRANSPORT AÉRIEN : ECAIR RENOUÉ AVEC SES VOLS NATIONAUX

Clouée au sol depuis 2016, la compagnie de transport aérien Equatorial Congo Airlines (Ecair), est de retour dans l'espace aérien du Congo depuis le 16 mai 2024, à la grande satisfaction des 54 premiers passagers ayant pris ce vol inaugural à destination de Pointe-Noire. Dans un premier temps, Ecair ne se limitera qu'aux vols intérieurs. Si le ministre des transports, de l'aviation civile et de la marine marchande Honoré Sayi, s'exulte de la relance d'Ecair, il estime cependant qu'on ne doit pas faire une société avec un seul avion. Mais à en croire le ministre de la coopération internationale et du partenariat public/privé Denis Christel Sassou N'Guesso, le gouvernement a négocié avec le constructeur aéronautique chinois « Commercial Aircraft Corporation of China (COMAC) » pour l'acquisition de trois avions neufs au profit du Congo.



Ecair renaît sur ses propres cendres

Néanmoins, on croit savoir que la décision de relancer Ecair a été mûrement réfléchie et que les dérives ayant été à l'origine des contreperformances de cette compagnie ont été cernées et des solutions idoines ont été apportées. En effet, la reprise des activités d'Ecair le 16 mai 2024 a été frénétiquement saluée par la population qui voulait voir sa compagnie nationale voler aux côtés des autres sociétés aériennes relevant du secteur privé. Le pari est donc gagné et Ecair réapparaît dans l'espace aérien congolais. Le ministre des transports, de l'aviation civile et de la marine marchande Honoré Sayi qui a été à la manœuvre a tenu à féliciter le président de la République pour cette initiative et dessiné les contours de la

nouvelle compagnie Ecair en ces termes : « nous avons repris langue avec les airs, avec l'aviation. C'est insuffisant. Vous allez me dire qu'économiquement, un avion ne peut pas faire une compagnie. Le chef de l'Etat, nous a chargé avec le ministre des finances à faire de telle sorte que tout ceci soit résolu pour le bien-être des populations ».

Répondant à la question de savoir pourquoi Ecair relance ses activités avec le même personnel, le ministre Honoré Sayi a indiqué que la compagnie n'a pas repris le même personnel, puisque le cahier de charges qui lui a été transmis, indique que tout le monde n'a pas été rappelé. Ils en ont eux-mêmes tiré la leçon de la gestion pléthorique du personnel. Pour le ministre en charge de l'avia-

tion civile, cette question sera réglée progressivement au prorata des aéronefs qui sont actuellement en réparation en Afrique du Sud et en Ethiopie.

« Il faut féliciter la volonté du chef de l'Etat d'avoir pris cette question à bras le corps. Ce n'était pas facile. Toujours est-il que nous nous sommes efforcés à faire qu'Ecair prenne son envol », a déclaré le ministre des transports et de l'aviation civile.

Chose promise, chose due, Equatorial Congo Airlines (Ecair), a effectivement démarré ses activités au Congo avec un seul avion pour le moment. Pour que cette compagnie démarre sur des chapeaux de roue, les populations doivent écouter leur fibre nationaliste et ne doivent pas s'inquiéter quant à la qualité technique de l'avion mis en service le 16 mai 2024. Cet appareil d'Ecair est fiable et a bénéficié de l'expertise des techniciens d'Ethiopian Airlines. « Je demande à tous les Congolais de renouer avec Ecair. Ce n'est que par notre volonté de prendre notre société nationale que nous pourrions la redynamiser. Nous allons tenter d'en refaire une société nationale qui devait assurer la fierté du pays. C'est un avion qui sort fraîchement d'une révision. Ses moteurs ont été très bien refaits.

Suite d page 9



L'arrivée du vol inaugural d'Ecair à Pointe-Noire

HUMEUR

CE QUE FEMME VEUT...

« Ce que femme veut Dieu le veut ». Ce proverbe est cité à longueur de journées, chanté par de nombreux musiciens et les hommes de lettres. Son origine suscite quelques polémiques ; mais vraisemblablement, il remonterait au XIX^{ème} siècle. Son auteur serait Alfred de Musset, écrivain, dramaturge et poète français.

« Ce que femme veut Dieu le veut » est un énoncé dont l'explication nous est servie au quotidien, quand on sait que les femmes en viennent toujours à leurs fins. Elles parviennent toujours à obtenir ce qu'elles veulent. Car personne ne saurait aller avec succès contre les désirs ou la volonté de la femme. « Celui qui ose s'opposer à la volonté de la femme entrera en Enfer », affirme un courant de pensées qui place la femme à un niveau spirituel élevé.

A tout moment, elle sait comment obtenir ce qu'elle veut : tantôt indirectement par le biais de la séduction, du charme et de l'attraction, comme codes inconscients de la séduction. C'est alors qu'elle fait bon usage de tout l'arsenal qui lui est approprié ; tantôt directement et avec pénétration en usant de ses gros moyens d'influences : sa délicatesse, sa souplesse et sa finesse.

Sur le plan physique, la femme apparaît plus faible que l'homme ; mais, elle jouit d'une puissance immense à laquelle l'homme ne saurait résister. Se trouvant dans un magnétisme spécial, cette puissance féminine existe sous forme de minuscules particules subtiles qu'elle laisse échapper. C'est ainsi que dans la plupart des cas, les hommes voient en elle, une sorcière, une magicienne... En effet, si l'homme est principalement une puissance de parole et d'action, la femme est une puissance de fascination.

Depuis la haute Antiquité, la femme a toujours eu en elle, une puissance inimaginable et insaisissable. C'est alors qu'on parle du féminin sacré : cette connexion avec la déesse-mère et cette puissance qui nous anime tout en nous sommant de l'honorer. La femme est souvent associée à la douceur et la compassion, cette source intérieure d'énergie. Dans toutes les cultures, le féminin représente bien plus que la potentialité de donner la vie. C'est l'équilibre parfait entre le monde matériel et le monde spirituel.

Il ressort de plusieurs traditions que la femme représente le subconscient ; l'homme étant le conscient. Et la super conscience universelle de Dieu communie directement avec le principe féminin. Entendu que la lumière céleste remplit le subconscient qui prend conscience du contenu de la mémoire divine. Ce qui revient à dire que le désir de la femme est d'origine divine et non simplement humaine. C'est pourquoi le principe féminin se veut une forme faite à l'image du Créateur qui l'a engendré. On dit même que la femme est la coopératrice de l'Eternel : la femme est Dieu. C'est ainsi que les idéalistes soutiennent que le monde se porterait mieux s'il était dirigé essentiellement par les femmes.

Pour Victor Hugo, « la femme a une puissance singulière qui se compose de la réalité de la force et de l'apparence de la faiblesse ».

Jules Débel

Bruno Jean-Richard Itoua

« LE CONGO, N'A AUCUNE LEÇON À RECEVOIR DE CEUX À QUI NOUS DEVONS LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES »

Le Congo-Brazzaville, troisième producteur de pétrole d'Afrique subsaharienne, développe plusieurs projets de production de gaz naturel liquéfié (GNL). En marge des travaux du sommet Invest in Africa Energy qui s'est achevé le mercredi 15 mai 2024 à Paris, le ministre des hydrocarbures du Congo Bruno Jean-Richard Itoua, a insisté sur la nécessité de poursuivre l'exploitation des énergies fossiles pour fournir de l'énergie aux populations et pour accroître les ressources des pays africains. Sur cette question, le ministre des Hydrocarbures estime dans l'interview exclusive qu'il a accordée aux confrères de RFI que « le Congo n'a aucune leçon à recevoir de ceux à qui nous devons les changements climatiques ».

RFI : 600 millions d'Africains n'ont toujours pas accès à l'électricité. Et pourtant, le continent dispose des ressources nécessaires pour être autosuffisant en énergie. Pourquoi l'Afrique ne s'en sort pas, année après année, de ce paradoxe ?

Bruno Jean-Richard Itoua : pendant des années, dans toute l'Afrique subsaharienne, l'électricité n'a curieusement jamais été traitée comme une priorité alors que ça devrait être la première des priorités. Tous les banquiers y compris les banquiers multilatéraux m'expliquent qu'ils ne comprennent pas pourquoi personne n'a jamais mis l'électricité à la place qui doit être la sienne alors que le potentiel est là. Aujourd'hui, il faut qu'il y ait un sursaut de conscience. Il faut comprendre que nous ne pouvons pas aller vers une transition énergétique qui mettrait encore plus en péril l'accès à l'électricité pour les populations, pour l'économie et l'accès au gaz de ville.

RFI : Est-ce qu'il y a as-

sez d'investissements ? On voit que certaines banques considèrent toujours les investissements sur le continent comme un risque.

B.J.R.I. : je crois qu'une bonne partie de l'Europe n'a pas une relation adulte avec l'Afrique. Quelques pays européens ont été nos colonisateurs et d'autres ne l'ont pas été mais ils s'inspirent beaucoup de l'attitude de ceux qui connaissent l'Afrique pour essayer de commercer avec elle. Et cette attitude est bien souvent paternaliste, malheureusement. Il faut absolument s'en exonérer et voir l'Afrique comme une terre d'opportunités. Bientôt, ce sera le continent le plus peuplé. La population est de plus en plus jeune et le niveau de vie va forcément augmenter. Ce n'est pas possible qu'il en soit autrement. C'est un vrai marché d'opportunités dans lequel, il faut envisager de faire des affaires. Effectivement, l'Afrique a des besoins qui nécessitent des financements, de la technologie et des compétences. Si

on se parle comme cela, on va forcément trouver des accords. C'est ce qui se passe dans le pétrole.

RFI : C'est ce dialogue que vous avez noué avec la compagnie italienne Eni pour un important projet gazier ?

B.J.R.I. : Eni est venu nous voir et nous a expliqué très franchement que l'Europe fait face à un problème d'approvisionnement en gaz. Le conflit entre la Russie et l'Ukraine est venu confirmer quelque chose qui était connue et structurelle. Cela fait dix ans qu'Eni a compris cela et investit. Aujourd'hui, on a un magnifique projet gagnant-gagnant avec eux. Ils produisent du gaz naturel liquéfié et l'exportent principalement pour l'Europe. C'est le choix stratégique qu'on a fait ensemble. C'est une opportunité d'avoir des ressources en plus et de créer des emplois. On a également un autre projet avec une société chinoise qui va démarrer dans quelques mois. Cette fois, c'est ce qu'on



appelle du « gaz associé ». Ils estiment qu'il n'y en a pas suffisamment pour l'export. La Chine n'est pas demandeuse de ce gaz-là. C'est donc un projet qui est tourné vers le marché local.

RFI : Justement, vous misez beaucoup sur l'exportation. Prévoyez-vous d'utiliser ces ressources gazières pour développer une industrie congolaise avec cette énergie à bas coût ?

B.J.R.I. : nous avons premièrement décidé de mettre en place, à très court terme, un schéma directeur gazier. Il est presque prêt. Nous voulons confirmer cela par un code gazier qui devrait être examiné par le gouvernement puis par le parlement assez rapidement. Nous avons besoin de dialoguer un peu avec la Banque mondiale qui soutient le projet et quelques compagnies. Ce code gazier dit clairement que la priorité est au marché local et que l'on n'exportera que l'excédent. On a donc fixé des quotas de ce qui peut être réservé à l'export, avec des quantités limitées. Nous allons aussi créer une compagnie gazière congolaise. Ce ne sera pas une compagnie industrielle mais une société qui aura pour rôle de coordonner l'action nationale et gouvernementale en matière de développement gazier.

RFI : Y'a-t-il des explorations d'hydrocarbures dans le parc naturel protégé de

Conkouati ?

Bruno Jean-Richard Itoua : je ne suis même pas sûr que tous les pays européens aient les lois que mon pays a prises en matière de protection de l'environnement, surtout pas ceux qui ont repris le charbon. Je crois que l'on n'a aucune leçon à recevoir de la part de ceux à qui nous devons les changements climatiques. Ces derniers ont industrialisé à tout-va en consommant plus qu'il ne fallait d'énergie et en consommant la mauvaise énergie. Nos lois imposent d'effectuer une étude d'impact social et environnemental avant de faire tout projet industriel et pas seulement les projets pétroliers. Ces études sont faites par des cabinets privés, pas par l'État. Elles permettent justement de se prémunir de tout risque d'endommagement de l'environnement. Aujourd'hui, on a ce que l'on appelle des problèmes de superpositions d'usages. On a décidé de protéger une partie de notre espace en ne voulant pas de telles ou telles activités dans cet espace-là. Il se trouve qu'il y a un potentiel pétrolier. Nous discutons pour voir comment on peut rendre compatible la préservation de ce qu'on a voulu protéger et l'industrie pétrolière. Si ce n'est pas possible, on ne fera pas le projet.

Propos suscités par RFI

TRANSPORT AÉRIEN : ECAIR RENOUVE AVEC SES VOLS NATIONAUX

Suite de la page 8

Nous avons eu des experts Ethiopiens qui ont une grande expérience dans la gestion des aéronefs. Nous rassurons le peuple congolais qu'Ecair reprend ses vols avec toute la confiance et toute la sûreté. Ces techniciens ont pris environ un mois d'essai de vols diurnes, de vols nocturnes et de vols dans des conditions météorologiques difficiles. C'est donc une société à faire confiance », a rassuré le ministre en charge de l'aviation civile. La satisfaction de toutes ces exigences réglementaires nationales et internationales, a permis à Ecair d'obtenir son certificat de navigabilité et de transporteur aérien.

Le ministre de la coopération internationale et du partenariat public/privé Denis Christel Sassou N'Guessou qui a pris part à la cérémonie de relance d'Ecair, a salué le partena-

riat Congo-Chine qui gagne chaque jour en densité. Il a rappelé que si aujourd'hui, la compagnie Ecair a repris ses vols, c'est grâce à la société chinoise AVIC international qui a fourni beaucoup d'efforts pour remettre en l'état le moteur de l'avion d'Ecair mis en service. Denis Christel Sassou N'Guessou « a salué une fois de plus, le partenariat stratégique global entre notre pays et la République populaire de Chine, parce qu'à travers ce partenariat nous avons la société AVIC international qui a lancé les travaux de construction du centre de maintenance des aéronefs ici à Brazzaville et nous avons travaillé dans le cadre du processus de relance de la compagnie Ecair avec le gouvernement chinois (...) Nous avons négocié trois avions qui vont étoffer la flotte d'Ecair, d'ici la fin du mois de septembre ».

Rappelons que dans une ré-

cente interview, la directrice générale Fatima Beyina-Moussa avait fait le point des actions qui ont été menées avant de relancer cette compagnie nationale. Au plan financier, elle avait fait état d'une restructuration qui visait à la fois l'assainissement et l'amélioration de la gouvernance. « L'Etat s'est par ailleurs engagé à payer la dette sociale pour libérer le personnel qui a beaucoup souffert », a-t-elle déclaré. Des sources proches du dossier indiquent en outre qu'au moment de la suspension des opérations en 2016, Ecair affichait un fonds de roulement négatif de 28.981 milliards de FCFA et un endettement auprès des fournisseurs de 23.144 milliards de FCFA. Notons que la dette sociale d'Ecair a été transférée à la caisse congolaise d'amortissement (CCA).

Alexandre Ôgnègné

Réseaux sociaux

LA CAMPAGNE « ÊTRE CITOYEN EN LIGNE » LANCÉE À BRAZZAVILLE

Le Conseil supérieur de la liberté de communication (CSLC) a lancé le 15 mai dernier à Brazzaville, la campagne dénommée « être citoyen en ligne ». Cette campagne vise en effet à encourager les usagers des réseaux sociaux à adopter des comportements responsables dans la publication et le partage des contenus en ligne. La cérémonie de lancement officiel a été placée sous les auspices du président du Conseil supérieur de la liberté de communication Philippe Mvouo.



Philippe Mvouo ne prêche-t-il pas dans le désert ?

Le web est devenu une partie intégrante du quotidien des journalistes, des influenceurs, les politiciens, les responsables des

églises, les amoureux des technologies de l'information et de la communication et de leur relation sociale. Cependant, il est fréquent de lire

malheureusement sur la toile, des propos haineux, violents et intimidants.

En effet, la campagne « être un citoyen en ligne » va se dérouler dans les douze départements du pays. Elle vise à changer le comportement peu responsable des utilisateurs des réseaux sociaux qui doivent agir avec respect et à promouvoir une culture positive sur les réseaux sociaux.

Le président du Conseil supérieur de la liberté de communication Philippe Mvouo a, à cet effet instruit les citoyens en ces termes : « Cette opération à caractère éducationnel, d'une importance indéniable pour la protection des citoyens contre les abus des personnes inciviques et mal intentionnées, est bien à propos pour combattre l'incivisme et la délinquance en ligne, encourager l'adoption des comportements responsables dans la publication de partages des contenus en ligne, prévenir toutes les couches sociales de la propagation



Vue partielle des responsables de la presse en ligne

dangereuse des contenus pornographiques, protéger l'enfance et l'adolescence contre toutes formes de tentation à la consommation de drogue, à la pratique de l'homophobie et à la violence », a-t-il indiqué.

Il a par ailleurs invité les responsables des partis politiques à ne pas faire des réseaux sociaux un terrain de règlement de comptes. « La démocratie en question court bien les risques de se saborder si une éducation des valeurs

républicaines n'est entreprise. La citoyenneté ne peut se comprendre autrement si on ne l'assume pas à travers des comportements civiques, sociaux et responsables », a-t-il ajouté, avant d'interpeller en outre les responsables des confessions religieuses, les journalistes, les chefs de familles à une bonne utilisation des réseaux sociaux.

Dim-Martie Mizère

Enseignement

PATRICK TSOUMOU POUR LA RESTAURATION DU SYSTÈME ÉDUCATIF NATIONAL

La Dynamique pour la Promotion de l'Éducation de Qualité Pour tous et Développement (DPEQPTD) en sigle, a lancé le 10 mai 2024 à Brazzaville, une campagne pour l'opérationnalisation de l'initiative « tous ensemble, sauvons l'école ».

En présence des professionnels des médias, le président de ladite association, Patrick Tsoumou a expliqué à ces derniers les enjeux de cette initiative qui consiste, pour la restauration du système éducatif, à organiser des rencontres citoyennes avec les ressortissants de chaque district, qui seront vivement impliqués, au nom de l'amour de leur contrée et de la nation, à la promotion de l'éducation de qualité pour les enfants du Congo.

Il s'est appuyé sur les propos du premier ministre, prononcés lors du lancement des états généraux de l'éducation qui reconnaissait que d'une manière générale, le système éducatif national, du préscolaire à l'enseignement supérieur présente un défi important.



Pour un enseignement performatif

Patrick Tsoumou a déploré le fait qu'il y a des effectifs pléthoriques dans les salles de classe

de certaines écoles, le déficit d'enseignants, en faisant remarquer que certains de ceux

qui font office d'enseignants sont des hommes engagés de gré à gré par la volonté des parents, sans compétence professionnelle avérée.

Il s'alarme du fait que l'éducation qui est l'un des besoins primordiaux d'un peuple, l'unique navire dans lequel s'embarque toute nation pour aller vers la rive du développement, est en train de prendre de l'eau de toute part.

« Les Congolais ne font que

se complaire à lapider le gouvernement, à accuser le gouvernement à tort ou à raison de ne rien faire, sans se poser la question de savoir, au nom du devoir citoyen, quelle est leur participation à ce sujet ? », s'est-il interrogé.

La dynamique pour la promotion de l'éducation de qualité pour tous et développement s'est engagée pour une action sous le double signe de la responsabilité partagée et du refus de résignation, appelant tout le peuple congolais à la conscience pour prendre le chemin du développement.

Gulit Ngou

LE PATRIOTE
votre hebdomadaire
d'informations, d'analyses
et d'opinion dans vos
kiosques à journaux,
tous les lundis

Santé

LE TRAITEMENT ANTIPALUDIQUE EST GRATUIT EN RÉPUBLIQUE DU CONGO

En République du Congo, le traitement antipaludique est gratuit chez les enfants dont l'âge est compris entre 0 et 15 ans et chez les femmes enceintes. Cette gratuité qui a été décrétée par le gouvernement est appuyée par le Fonds mondial de lutte contre le paludisme, la tuberculose et le sida.

Le paludisme est une maladie endémique. Elle sévit principalement dans les zones tropicales et se révèle très mortel. En guise d'illustration, en 2002 on a noté 95% de décès en Afrique. Les enfants de moins de 15 ans représentaient 80% de décès. Ainsi, la gratuité du traitement anti paludique chez les enfants de 0 à 15 ans, chez les femmes enceintes a été décrétée par le président de la République en 2008.

Cependant, certains chefs de centres indiquent que cette mesure doit être respectée dans tous les centres de santé intégrés et dans les hôpitaux de base ainsi que de référence. « Au CSI intendance, nous faisons la gratuité aux enfants de 0 à 15 ans et aux femmes enceintes. Nous avons les produits qui nous ont été dotés par le Programme national de lutte contre le paludisme (PNLP), nous avons les réactifs de TDR pour faire le dépistage du paludisme. Lorsque le malade arrive, on lui fait le TDR, si l'examen s'avère positif, en ce moment on administre son



anti-palustre en comprimé par rapport à l'âge, au poids pour les enfants et pour les femmes enceintes également, nous avons notre Sulfadoxi

pirimétamine que nous donnons gratuitement. Elle reçoit donc sa première dose qu'elle prend à partir de 16 semaines. Sa deuxième semaine à 20,

24 et 28 par rapport à l'âge de la grossesse qu'elle vient commencer ses consultations, suivies du traitement jusqu'à ce qu'elle ait ses 4 doses », a

indiqué Bertille Aziziédenou. « Le traitement du paludisme est gratuit ici. On reçoit le malade et on l'examine. Si c'est le palu, on déclenche une prise en charge. Il y a ceux qui hésitent et résistent. Nous rassurons à tous que la prise en charge contre cette maladie est effective ici, à Mama Mboulé. », a expliqué Fidel Ondongo chef du centre.

Une patiente dont l'enfant a reçu le traitement à Mama Mboulé témoigne. « Concernant le paludisme, on vient, on paye la consultation, on fait des examens, dès lors que le test du paludisme est positif, le centre vous prend en charge et administre un traitement gratuit », a indiqué Grace Bokoma, une patiente.

En dehors de la prise en charge, il est aussi prévu la prévention comme l'indique Bertille Aziziédenou. « Nous distribuons gratuitement aussi les Midas aux femmes allaitantes et aux femmes enceintes. Nous leur donnons chacune une moustiquaire pour se protéger avec l'enfant. Le médicament, c'est le gouvernement qui en est le donateur », a-t-elle indiqué.

Notons que le paludisme est plus présent dans 85 pays. En 2022, le nombre de cas dû à cette pandémie était estimé à 249 millions et 608 milles décès dans le monde.

Dim-Martie Mizère



PARADOXES

PARADOXES

PARADOXES

PARADOXES

PARADOXES

◆ Arnaqueuses arnaquées

Après l'inhumation d'un voisin du quartier, un sexagénaire est abordé par deux jeunes filles non loin du lieu de la veillée mortuaire. Comme de bonnes prostituées, elles demandent au monsieur de leur offrir la bière. L'homme leur fait savoir qu'il a beaucoup de connaissances dans le quartier et qu'il éviterait de prendre la bière à côté du lieu de la veillée. Les jeunes filles lui proposent une « cave » calme et cachée se trouvant dans une ruelle environnante. Le monsieur accepte et pour rester discret, il leur dit d'avancer pour qu'il les suive en traînant les pas. Toutefois, il demande aux jeunes prostituées de commander la bière sans attendre son arrivée. Les gamines ne redoutaient rien et ne croyaient pas qu'un homme de cet âge et de surcroît bien habillé ne pouvait leur jouer un sale tour. Dès que les filles ont quitté la voie bitumée pour amorcer un virage qui conduisait vers le lieu choisi, le monsieur saute promptement dans

un taxi et quitte la zone. Pendant ce temps, les deux filles sont entrées dans la « cave » bien climatisée et ont commandé une bière à chacune pour étancher leur soif. Elles comptaient sur notre monsieur pour payer leur consommation. L'homme ayant filé à l'anglaise, les prostituées ont attendu en vain. Elles ont compris que le monsieur leur avait posé un lapin, les arnaqueuses étaient obligées de fouiller avec regret leur trousse pour payer leur consommation. Par ce geste, le monsieur qui pourtant avait sur lui de l'argent, a donné une leçon à ces nombreuses gamines qui profitent des enterrements pour vider les poches des hommes aux esprits faibles, selon leur expression consacrée.

◆ Tel un clown de cirque

Un client imbibé d'alcool et en nage se rend dans un pressing à Nkombo pour retirer ses vêtements. Il est reçu par une jeune employée qui lui remet ses habits bien emballés. Brusquement l'apôtre de Bacchus

dans un sourire jaune se déshabille devant les autres clients et se retrouve en short. Il retire un pantalon jean de son emballage et s'efforce de le porter en titubant, s'appuyant tantôt contre le comptoir, tantôt sur l'épaule d'un acolyte qui l'accompagnait.

Dans son air idiot, il apparaît comme un clown de cirque dans un numéro d'équilibre. Les autres clients se sont demandés pourquoi le monsieur s'est-il empressé de se changer au pressing au lieu d'aller le faire chez lui. Cette manière d'agir a été, sans nul doute, un commandement des vapeurs éthyliques.

◆ Un monogame converti à l'islam devient polygame

Une musulmane s'est mariée avec un chrétien. Ce mariage n'était pas du goût de ses parents. Ces derniers ont fait pression sur leur fille en exigeant que son mari se convertisse à l'islam sans imaginer les conséquences. L'homme en tant que chrétien était très affectif et

exemplaire. Dès qu'il s'est converti à l'islam, la femme était heureuse. L'homme et la femme se rendaient en couple à la mosquée tous les vendredis. Mais le monsieur, en scrutant le coran, a changé brusquement de comportement et veut devenir polygame. Il a annoncé à son épouse son intention de prendre une deuxième femme tout en projetant d'en avoir même quatre comme le recommande l'islam. Or, la femme est possessive et n'entend pas partager son mari avec d'autres femmes. Cependant, l'homme a tenu à sa décision et vient de prendre une deuxième femme avant certainement d'en épouser deux autres. Aujourd'hui sa première femme regrette amèrement d'avoir exigé que son mari se convertisse à l'islam. Elle a perdu l'affection que lui vouait son mari. Comme quoi, les changements même les plus souhaités ont toujours leur mélancolie. □

Pénurie d'eau et d'électricité

LES DG D'E2C ET DE LCDE MIS AU PILORI

Les directeurs généraux d'Energie électrique du Congo (E2C) Jean Bruno Danga Adou et de La congolaise des eaux (LCDE) Parfait Chrisostome Makita s'accusent mutuellement dans le défaut de fourniture d'eau potable aux populations de Brazzaville. L'épisode s'est joué lors d'une descente du premier ministre sur le terrain, pour faire le Saint Thomas. Dans l'opinion ce jeu de ping-pong entre les deux Directeurs généraux avait laissé un arrière-goût d'amateurisme en communication.



Jean Bruno Danga Adou

À la suite des multiples plaintes des citoyens de Brazzaville sur l'instabilité chronique de la fourniture d'électricité et d'eau potable, on se souvient que le premier ministre Anatole Collinet Makosso avait effectué le 24 mars 2024 des descentes dans les différents sites de production d'eau et d'électricité pour en savoir davantage. Le premier ministre Anatole Collinet Makosso avait entamé sa randonnée par le centre de commandes de LCDE au centre-ville de Brazzaville, avant de se rendre au complexe de transformation électrique de Mbouono dans la périphérie

sud de Brazzaville. Reçu par le directeur général de LCDE, il a suivi ses explications appuyées par des techniciens. Le chef du gouvernement et sa suite ont retenu que la pénurie d'eau à Brazzaville est exacerbée par l'instabilité et la mauvaise qualité de l'électricité qui ne permettent pas à certaines machines lourdes de démarrer et de fonctionner à plein régime. Il est vrai que l'électricité à Brazzaville pose problème. Cela est indéniable. A en croire le directeur général de la société E2C, le problème de la LCDE est beaucoup plus complexe. Si l'électricité qui était entre

temps coupée est rétablie, les tuyaux qui étaient totalement vidés, même si l'électricité peut être de bonne qualité, il faudra plusieurs heures, pour que le réseau de distribution soit encore rempli d'eau afin que celle-ci arrive dans les foyers. De son côté, Parfait Chrisostome Makita avait ainsi rassuré le chef du gouvernement de ce que le problème d'intrants ne se posait plus, comme cela a été le cas en début d'année. La difficulté, disait-il, venait de la fourniture d'électricité aux différentes structures de captage, de traitement, de transport et de distribution d'eau.

Mais le directeur général d'E2C renchérit, « nos usines d'eau sont alimentées par des lignes spéciales qui ne peuvent être perturbées par rapport à un délestage quelconque. Si on vous dit qu'on déleste les usines d'eau, c'est faux. Nos agents travaillent sur la base des consignes. Nous avons des lignes prioritaires. Quand il y a un blackout, le peu d'électricité restant est donné en priorité aux usines d'eau, aux hôpitaux, à l'aéroport, au Centre national de radio et de télévision. Une fois ces points alimentés, on commence à alimenter d'autres structures. Cependant, quand il y a un blackout, cela veut dire qu'il y a interruption d'alimentation et, pendant une heure ou deux heures, les usines d'eau ne fonctionnent pas. Pendant



Parfait Chrisostome Makita

ce temps, les populations utilisent l'eau qui est dans les tuyaux. Pour reconstituer encore le stock, il leur faut beaucoup de temps. La difficulté avec les usines d'eau c'est qu'elles utilisent des pompes qui ont des grands courants de démarrage. Ni les groupes électrogènes, ni les centrales thermiques ne peuvent garantir le fonctionnement des usines d'eau ».

On comprend que la situation est difficile. Mais le devoir de service public oblige les deux responsables de ces denrées les plus consommées à Brazzaville à ne pas se jeter les responsabilités. Mais de travailler

et de se protéger mutuellement que d'exposer le collègue devant le premier ministre espérant peut-être bénéficier de la confiance de ce dernier qui occupe aussi des hautes fonctions administratives et politiques. Qu'il s'agisse du président de la République ou du chef du gouvernement, ces deux personnalités attendent de Jean Bruno Danga Adou et de Chrisostome Makita, l'amélioration de la desserte en eau et en électricité dans le pays pour le plus grand bonheur des populations.

Ernest Otsouanga

LA MAISON COMMUNE DE POTO-POTO EN CHANTIER SERA LIVRÉE EN SEPTEMBRE PROCHAIN

Le bâtiment en chantier, abritant le siège de la mairie de Poto-Poto dans le troisième arrondissement, sera livré en septembre 2024, a annoncé il y a quelques jours l'entreprise adjudicatrice du projet au président du Conseil départemental et municipal de Brazzaville, Dieudonné Bantsimba.

Lors de sa visite sur le chantier, Dieudonné Bantsimba a salué l'avancement des travaux et a appelé l'entreprise adjudicatrice du marché à plus d'ardeur pour que le bâtiment soit livré dans les meilleurs délais. « Les travaux avancent bien. Lorsque nous sommes venus ici dernièrement, nous étions un peu fâchés parce qu'ils n'avançaient pas. Ce matin, nous constatons que les travaux ont pris la vitesse de croisière », a-t-il expliqué. Le maire de Brazzaville a par ailleurs noté que l'entreprise est confrontée à beaucoup

d'imprévus car, il s'agit d'une réhabilitation. « Nous la comprenons tout de même. A cette étape, nous sommes satisfaits, mais nous demandons à l'entreprise d'aller plus loin et espérons que l'édifice sera prêt au mois de septembre comme les techniciens nous ont rassuré », a-t-il ajouté.

Les travaux prennent en compte la rénovation de l'allée principale du bâtiment, du bloc administratif abritant le cabinet du maire ainsi que la modernisation de la grande salle de mariages, afin d'en faire une salle de diffusion des arts de la science d'une capacité de



460 places assises, avec une mezzanine de 200 places. Ces travaux de réhabilitation

s'exécutent sous la supervision du Bureau de contrôle du bâtiment et des travaux publics

(Bcbtp). Ils ont été amorcés depuis le mois de juin 2022.

Gulit Ngou

Mois de l'Europe

OUVERTURE À BRAZZAVILLE DE LA 64^{ème} ÉDITION DU FILM EUROPÉEN

Les festivités du mois de l'Europe placées sous le thème « *Regards croisés entre l'Europe et l'Afrique* » se poursuivent au Congo par un festival du film européen, proposant tout au long du mois une programmation mettant particulièrement les jeunes en avant.

La journée du 7 mai 2024, date de lancement de ce festival, a été marquée par la projection du film « *Les indésirables* » de Ladj Ly. A cette occasion, le public a découvert le drame, mettant en scène le combat de Haby contre la destruction de son passé et de son quartier. D'origine française, ce film d'ouverture met en lumière les enjeux sociaux et politiques touchant à la fois l'Europe et l'Afrique.

« *Je suis content, je pense que beaucoup de monde ont apprécié ce film. Nous avons démarré avec un film français qui parle des choses qui se passent en France, mais qui concernent aussi l'Afrique. Il offre un regard croisé sur ces deux continents* », a souligné l'ambassadeur de la délégation de l'Union Européenne (UE) au Congo, Giacomo Durazzo.

Pour lui, le message du film



Une salle de projection de film

projeté est de réfléchir à des solutions favorables à tous face aux difficultés sociales ainsi qu'au climat de violence qui

impacte les sociétés. Au cœur de cet événement se trouvent également les jeunes, acteurs du changement et du

développement, a-t-il précisé, en exprimant la volonté de les impliquer davantage dans les

projets et programmes car, ils jouent un rôle crucial dans la société. Par ailleurs, il a fait savoir qu'au cours des mois de mai et juin, une série de projections de films est prévue à Brazzaville, Pointe-Noire et à Owando.

De son côté, la directrice déléguée par intérim de l'Institut français du Congo (Ifc), Mme Barbara Pamou, a indiqué que son institution, en collaboration avec l'UE au Congo et d'autres partenaires, va proposer tout au long du mois une programmation mettant, particulièrement, en avant les jeunes.

« *La jeunesse est au cœur de ces célébrations et cette programmation sera présentée tout au long de ce mois et jusqu'à la fin de l'année. Une fusion entre le Ciné-Club et le cinéma européen est prévue cette année. Nous allons apporter une dimension itinérante* », a fait savoir Barbara Pamou.

Outre la projection du film, une exposition est organisée au hall de l'Institut français du Congo, afin de promouvoir les talents des jeunes Congolais travaillant pour le développement. Rappelons que le Mois de l'Europe est célébré le 9 mai de chaque année.

Gulit Ngou

Formation

L'AGENCE UNIVERSITAIRE DE LA FRANCOPHONIE APPROFONDIT LES CONNAISSANCES SUR L'EXCEL

Le 14 mai dernier à Brazzaville, l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF) a organisé une formation sur l'outil Excel. En partenariat avec l'Institut de gestion et de développement économique (IGDE), cette formation répond à la mission de cette institution onusienne de descendre dans les universités membres, afin de renforcer les capacités professionnelles des étudiants et de bien d'autres personnes.



L'AUF, photo de famille

Cet outil qui fait l'objet de formation aux étudiants, aux enseignants et à bien d'autres apprenants est peu utilisé, alors qu'il présente beaucoup de

fonctions qu'on peut se servir. Cet outil est plus utilisé dans les calculs basics. Il est l'outil qui aide à prendre des décisions de façon plus efficace. En effet, la politique de l'Agenc-

ce universitaire de la Francophonie vise à aller vers les établissements membres, comme le stipule le représentant de cette agence, le professeur Edouard Ngoumoutika: « nous

avons délocalisé une activité qui était prévue dans nos locaux. Dans la politique de l'AUF, c'est d'aller dans les établissements membres. Nous allons ensemble avec les

étudiants parler d'Excel. Vous voyez dans la salle, il y a des enseignants, des étudiants et des gens de la vie professionnelle qui prennent part à cette formation ».

Durant quatre jours, les participants ont appris des notions sur les calculs basics notamment, la somme, la soustraction, la multiplication et la division sur Excel. Ils ont appris comment regrouper les cellules et faire les tableaux croisés. Il faut ajouter à cela quelques autres fonctions qui leur permettent de bien manipuler les données.

Cette formation vise à mieux assimiler Excel. Les apprenants ont eu droit à des cas pratiques où ils se sont constitués en groupe de quatre pour un cas pratique. Ainsi, l'objectif de l'AUF est de voir l'aptitude et la capacité des apprenants à l'issue de cette formation sur cet outil Excel.

Dim-Martie Mizère

2^{ème} édition du Festival Zaba

POUR LA PRÉSERVATION DE L'IDENTITÉ CONGOLAISE DANS LA MUSIQUE

Prélude à la 2^{ème} édition du festival Zaba qui se déroulera du 23 au 26 mai 2024 à Brazzaville, la directrice artistique du concept Zaba, Nkouka née Maléla, alias Maman Credo, a organisé récemment une conférence-débat pour sensibiliser les artistes musiciens sur la nécessité de préserver l'identité culturelle congolaise dans la musique, afin de pérenniser ce patrimoine.

Acette occasion, elle a fait savoir que l'identité révèle l'histoire d'une personne. « J'invite les artistes congolais et d'Afrique à s'inspirer, à aimer et à connaître ce que nous sommes, ce que nous avons comme patrimoine culturel », a-t-elle dit.

Pour sa part, l'artiste musicien congolais Freddy Massamba a invité les artistes à associer le rythme traditionnel des ethnies congolaises dans la musique gospel, pour sensibiliser la population sur la culture et l'identité congolaise. Dans ce même sens, l'artiste Romain Bouesso a rappelé aux artistes musiciens que l'on devra produire, consommer localement et travailler afin d'aller plus loin et faire plus que les pays convoités.

De son côté, le conférencier Charles Meringue a encouragé les artistes à consulter les générations passées pour savoir ce qui leur distingue des autres peuples. « Nous avons le devoir de consulter notre histoire,



Le Congo se bat pour une musique aux couleurs nationales

afin de connaître notre identité culturelle. En effet, dans la langue, il y a la culture et l'identité. Nous pouvons changer le fond, les styles musicaux, mais préservons la forme de notre identité culturelle », a-t-il demandé.

Le musicologue congolais Romain Mapanga Bouesso Samba, lui, a édifié les artistes sur l'histoire de la musique gospel au Congo, pour offrir ce patrimoine culturel à cette jeunesse.

Cette conférence-débat a été organisée sous le thème « Mon histoire, mon combat ». Ce Festival qui se tiendra dans quatre sites de la capitale congolaise, va rassembler 24 groupes nationaux et six autres étrangers, autour de plusieurs activités comme des ateliers, le live, la comédie, la marche sportive, l'humour, l'exposition vente et la visite touristique.

Gulit Ngou

BIENTÔT UNE ÉCOLE DE LA SANZA AU MÉMORIAL PIERRE SAVORGNAN DE BRAZZA

L'annonce a été faite la semaine dernière à Brazzaville par le grand maître Keim-Oboura, praticien de la Sanza traditionnelle congolaise, à l'issue d'une réunion avec la directrice générale de ce mémorial, Mme Belinda Ayessa. Ce projet vise à promouvoir et valoriser la Sanza, en proposant des modules de formation pratique tels que le solo, l'accompagnement et la basse.



Maître Keim-Oboura et Mme Belinda Ayessa

« L'école de la Sanza sera implantée ici au mémorial. Il s'agira davantage de pratique que de théorie. C'est un enseignement que les enfants doivent acquérir. Nous avons convenu avec la directrice que les apprenants pourront s'inscrire et apprendre à jouer de la Sanza. La directrice a même

essayé la Sanza, c'est très accessible. Cette école aura une portée internationale », a-t-il souligné.

De son côté, Mme Ayessa a exprimé son soutien à cette initiative culturelle. Elle a souligné l'importance de préserver ce patrimoine musical et de le faire reconnaître à l'échelle

internationale.

« Je soutiens pleinement ce projet culturel et je confirme qu'un atelier dédié à la Sanza sera bientôt mis en place ici au mémorial Pierre Savorgnan de Brazza, un instrument musical traditionnel qui incarne l'identité même de la culture congolaise. L'objectif est de faire reconnaître la Sanza comme un instrument musical à part entière », a-t-elle déclaré.

Auteur, compositeur et interprète, Keim-Oboura pratique la musique tradi-moderne depuis son jeune âge. Il a été le premier à intégrer les sons de cet instrument dans l'Association Vocal Bantou et à utiliser des capteurs électriques de sons, une pratique désormais répandue parmi la plupart des groupes congolais.

En 2003, le grand maître Keim-Oboura a fondé son groupe tradi-moderne et semi-professionnel, Universal Sanza d'Ano. Son amour pour cet instrument l'a conduit à se perfectionner et à jouer de la Sanza avec une grande maîtrise.

G.N.

LA MAROQUINERIE, UN MÉTIER QUI NE SUSCITE QUE DU MÉPRIS AUPRÈS DES CONGOLAIS

Le métier de maroquinier est totalement ignoré des Congolais. Et pourtant, ce secteur ne connaît pas vraiment la crise. Il s'articule autour du travail du cuir et des peaux (vache, chèvre, crocodile, serpent). Mais le métier et les missions qui lui sont imputées diffèrent en fonction du cadre dans lequel le maroquinier travaille.

La maroquinerie, comme la majorité des métiers d'art, suscite des vocations. Car qui n'est pas passionné par ce genre de travail aura bien du mal à se faire une place et à fournir un travail net et soigné. Le maroquinier qui est bien différent du cordonnier, doit impérativement avoir un intérêt particulier pour le travail du cuir et pour l'univers de la mode. Créatif, son sens artistique doit être particulièrement développé ainsi que son sens du toucher, afin de

métier de maroquinier à tous niveaux d'études. A la sortie de la troisième, il est possible d'intégrer l'un des trois CAP qui forment au métier : CAP maroquinerie, CAP sellerie Générale et CAP sellier harnacheur. Ces trois formations se déroulent sur 2 ans et peuvent s'effectuer dans le cadre de l'apprentissage. Ensuite, vous pouvez vous orienter vers le bac pro métiers du cuir option maroquinerie. Autrement, vous pouvez intégrer, après le bac, le BTS métiers de la mode,



Il faut une école de maroquinerie au Congo

reconnaître les qualités de cuir. Le maroquinier est aussi très habile, précis et soigneux, pour fournir toujours le travail le plus fini possible. D'autre part, le métier exige une bonne résistance physique en raison de la station debout prolongée et du travail avec des outils. Enfin, l'artisan tanneur doit maîtriser des connaissances pointues sur les techniques à adopter, être à l'aise avec les volumes, les formes et les croquis, et être incollable sur les matières.

En France, différentes formations initiales ou professionnelles, diplômantes ou non, permettent d'accéder au

spécialité chaussure et maroquinerie ou le BTS industrie des matériaux souples, option productique modélisme. Le secteur de la maroquinerie ne connaît pas vraiment la crise. En quête d'artisans qualifiés et expérimentés, les grandes enseignes embauchent régulièrement et les PME arrivent à tenir le coup. Dans l'avenir, les métiers de prototypiste et de modéliste vont faire l'objet de recrutement car ils contribuent à l'amélioration des procédés de fabrication et travaillent à l'optimisation des coûts de production.

A.O

Championnat national de Football ligue 1

QUEL SUSPENSE !

Rarement, ces dernières années, un championnat national de football au Congo n'a été aussi indécis, aussi âprement disputé et aussi ouvert. Mais attention quand même aux équipes du ventre mou du classement.



Ac Léopards de Dolisie (Photod'archives)

Plus que deux journées et le championnat national de football saison 2023-2024 va entrer dans le gouffre de l'histoire. Mais avant d'en arriver là il y a encore des rencontres qui vont susciter un très vif intérêt. Bagarre pour le titre, bagarre pour la deuxième place qualificative à la coupe de la confédération et aussi bagarre pour éviter les barrages car le sort de Fc Nathalys paraît déjà scellé. Sa place semble déjà réservée en ligue 2.

Mais en haut du classement la bataille fait rage entre Ac Léopards, Inter-club et As Otohô. L'As Otohô, c'est vrai, n'a plus totalement son destin en mains mais elle espère quand même sur les « coups de pouce » des



Inter-club de Brazzaville (photo d'archives)

équipes non concernées par la relégation ou les barrages. C'est là, sans doute, que la loupe se doit d'être mise car il peut y en avoir de malsains comme ceux qui plaisent à se laisser gentiment sur le ventre moyennant « frottement du diable ».

Car pour que le championnat congolais soit d'un bon cru il faut qu'à chaque match les joueurs apprennent à se donner à fond sans complaisance ni parti pris. Il n'est pas question que les résultats soient jugés sur une balance truquée. Car cela pèsera négativement sur le niveau d'ensemble.

Il ne faut donc pas que nous prêchions l'éthique le jour pour nous illustrer la nuit dans les anti-valeurs. C'est vrai que le pays, dans son ensemble est sous l'emprise du « noir » mais on ne peut pas pour autant se résigner si l'on ambitionne remettre le football congolais sur les rails. Tous, nous devons continuer à nous battre en fa-

veur de nobles ambitions.

Que le meilleur gagne, que le perdant le mérite

Partout dans le monde, il y a que le travail seul qui est porteur de fruits. Mais, il faut aussi le reconnaître, notre football est sous-financé car nos mécènes ont du mal à répondre idéalement à ses exigences. Il est si budgétivore que même les mieux nantis, dans le pays, ne parviennent pas à gérer les équipes selon les règles de l'art. C'est un casse-tête pour tout le monde et c'est ce qui explique la tendance aux perversions et aux déviations.

N'empêche, pour rendre meilleur service à ce football il sied de prendre des distances par rapport à ces tentations combien dégradantes. Maintenant dans la lutte combien féroce entre Ac Léopards, Inter-club et As Otohô on ne veut sentir aucune odeur nauséabonde, aucun trafic d'influence, aucun truquage.

Il s'agit, pour ces trois prétendants, de gagner honnêtement, sur le terrain. Le message s'adresse aussi, quelque part, aux hommes en noir capables, pour un rien, de désigner le point de penalty ou de brandir le carton rouge. Et ceci toujours moyennant « frottement du diable ». Nous voulons d'un beau et grand champion tout comme d'un digne représentant en coupe de la confédération.

En bas du classement, si Nathalys a peu de chances de se sauver As Juk et As Vegas, pour leur part, sont dans le combat pour éviter les barrages. Là aussi, on aimerait vivre de saines batailles pour la crédibilité de l'épreuve.

Nathan Tsoungou



1^{ère} PME Congolaise de Livraison Express depuis 1992.

G'BOX SERVICES
Une Nouvelle équipe qui vous offre :

- + De Dynamisme
- + De Professionnalisme
- + De Réactivité
- + De Sécurité
- + De Satisfaction clients

NOS METIERS

- ✓ Livraisons Express Nationales
- ✓ Livraisons Express Internationales
- ✓ Fret Aérien
- ✓ Fret Routier
- ✓ Fret Maritime
- ✓ E-Commerce

NOTRE FORCE, NOTRE RÉSEAU

- + De 14 agences dans tout le territoire national

NEW FORMULA POWERED BY SAP Business One

Service Clients :
 Direction générale Brazzaville : Centre ville en face de la mairie centrale.
 Agence Pointe noire : Centre ville Rond point kassai en face du Centre Culturel Français.
 Contact2017@gxinternational.net • www.gxinternational.net
 (+242) 05 550 10 73 - (+242) 05 301 02 38

Nos Partenaires



NUMÉROS UTILES (urgences)

Police secours :	117
Sapeurs pompiers :	118 / 05 589 56 56
CHU-B Ambulances :	22 282 61 59
Hôpital de Mfilou :	05 615 26 67
Hôpital Central des Armées P.Mobengo :	06 654 91 32
Pompes funèbres de Makélékélé :	06 600 17 88
Pompes funèbres municipales de Brazzaville :	06 665 07 28 / 06 662 53 00
E ² C Brazzaville: 42.42. E ² C Diosso: 05 070 66 40	
CORAF :	06 654 06 62 / 63
Radio Congo :	06 752 20 20 / 05 582 32 73
Commissariat de Police de Moukoundzi-Ngouaka :	06 624 57 93
Commissariat de Police de Ouenzé 1 :	22 400 01 25
Commissariat de Police de la Coupole :	22 400 02 21
Commissariat de Police de Massina :	06 840 14 13
Commissariat de Police Plateau des 15 ans :	06 821 170 / 06 594 69 23

Eliminatoires de la coupe du monde 2026 de Football

CONGO-NIGER ET CONGO-MAROC SE JOUERONT-ILS AU STADE PRÉSIDENT MASSAMBA DÉBAT ?

Depuis un bon moment déjà le Congo ne dispose plus de stade susceptible les rencontres officielles de football. Le stade président Massamba Débat, le seul qui restait en service, a été disqualifié par les instances internationales de la discipline surtout pour une pelouse non conforme. Mais, depuis la semaine dernière, des travaux ont été entamés pour rattraper le temps perdu. Mais le pari sera-t-il tenu ?

Selon le calendrier, le Congo se devra de recevoir le Niger le 6 juin prochain et le Maroc le 11 juin dans le cadre des deuxième et troisième journée des éliminatoires de la coupe du monde 2026 de football. Il s'est donc posé le problème du cadre de réception de ces deux rencontres et, alerté sur la question, le président de la république a instruit le ministère en charge des sports de diligenter la mise aux normes du stade président Massamba Débat afin que ce dernier abrite les deux rencontres en question aux dates indiquées.

Le responsable de la société à laquelle les travaux ont été confiés affirme avec assurance que les délais seront tenus et



Le stade A. Massamba Débat en pleine réfection

les deux rencontres devraient se jouer au stade président Massamba Débat. Il reste que la chose n'est pas si simple. Car la pelouse synthétique peut-être posée mais il restera la validation par les instan-

ces internationales de football (C.A.F et FiFa) qui ne sont pas forcément dépendantes du calendrier congolais. Car cela fait depuis très longtemps que la liste des stades devant abriter les rencontres de la deuxième

et de la troisième journée des éliminatoires de la coupe du monde 2026 a été publiée.

Le Congo, lui-même, envisageait déjà d'aller jouer ailleurs. On parlait même du stade des martyrs à Kinshasa. Ce qui non seulement avait l'air d'un déshonneur et d'une perte de la dignité mais aussi amoindrissait considérablement les chances de notre équipe nationale. Tout comme cela alourdissait l'ardoise liée à l'organisation de ces deux rencontres surtout si l'on devait prendre en charge des supporters.

Il y a qu'au jour d'aujourd'hui, il reste précisément 16 jours qui séparent du premier match contre le Niger. Bien sûr, en plus de deux semaines plein de choses peuvent se faire. Mais peut-on aussi forcer la main à la C.A.F et à la Fifa ?

Tout le monde sait que ces instances-là ne traitent pas avec les gouvernements mais uniquement avec les associations

membres. Il va falloir compter sur l'efficacité de la diplomatie souterraine de la fédération congolaise de football pour que tout se passe comme nous le souhaitons.

Par ailleurs, le patron de la société qui a en charge la mise aux normes du stade président Massamba Débat a relevé, dans son diagnostic, qu'on en est arrivé là à cause du manque d'entretien. Là, incontestablement, il a mis le doigt sur la plaie. Car c'est à cause de la négligence et du manque d'entretien qu'un joyau comme le complexe sportif de Kintélé est en train de tomber en ruines. Un véritable gâchis !

Alors, des inciviques en ont profité pour « apporter leur contribution » car la nature a horreur du vide. C'est une maladie spécifiquement congolaise car tout ce que la municipalisation accélérée et les jeux africains du cinquantenaire apporté n'a plus de vie. C'est à l'éternel recommencement. Et si le stade président Massamba Débat pouvait parler, on passerait des heures et des heures à écouter une triste histoire.

Merlin Ebalé

Handball

QUE SE PASSE-T-IL AVEC LA DGSP ?

On s'est réveillé le samedi 11 mai dernier avec la lettre d'information N°035-24/LDH-BZV/BE/PR/SG du 10 mai 2024 destinée à la ligue départementale de handball de Brazzaville et aux équipes qui y sont affiliées. Lettre émanant de la Direction Générale de la Sécurité Présidentielle (DGSP) et qui est d'un contenu difficile à digérer.

Avicenne Cleoface Bi-groundou Nzikou, le signataire, annonce le retrait de l'équipe de la DGSP du championnat communal de handball de Brazzaville. Cependant, la lettre reste muette sur les raisons de cette décision. De même, il y a comme un flou qui suscite quelques interrogations. S'agit-il d'une manière de dissoudre l'équipe ?

La DGSP a-t-elle choisi de prendre du recul en se retirant

des compétitions nationales pendant un certain temps pour reprendre quand elle se sentira prête ? A-t-elle été victime d'une quelconque injustice de la part de la ligue pour adopter une telle attitude ? En tout cas, jusque-là, C'est plutôt motus et bouche cousue de la part des dirigeants.

Alors, c'est la rue qui se met à spéculer et c'est ainsi que tout va désormais dans tous les sens. Cette équipe, pourtant si bien structurée, aurait pu

organiser une conférence de presse pour étaler sur la place publique ce qui valait la peine. Car dans sa dimension actuelle la DGSP ne peut se permettre de faire n'importe quoi et n'importe comment.

Une équipe qui se bat pour le leadership n'a pas le droit d'afficher une image déshonorante. Même dans l'échec, la dignité doit être préservée surtout qu'il s'agit d'une équipe, d'une structure respectable comme la sécurité présidentielle.

Comprendre le sport comme un facteur d'humanité, d'amour et de faire-play

Tout récemment Abosport, un nom intimement lié au député Jean Claude Ibovi, a prononcé

sa dissolution. Mais, qu'on le veuille ou non, cela a constitué une perte énorme pour le handball congolais. Avant Abosport, il y avait déjà eu As Bantous, Ucosport, Asel, et plein d'autres formations pourtant promises à des lendemains enchantés.

Mais à bien y voir, si par le passé notre handball avait été tiré par le haut c'est que les dirigeants, pour la plupart, acceptaient religieusement une saine rivalité. C'est seulement sur la base du travail que se faisait la différence. Voilà qui poussait les uns et les autres, dirigeants et pratiquants, à se défoncer, à s'investir sans calcul ni arrière-pensée de sorte à rayonner. C'est cela qui faisait le charme du handball congolais.

A tous les niveaux, on ne ménageait aucun effort dans la perspective de laisser des traces qui resteraient à jamais

impérissables dans le handball. Après Abosport, on a vu naître et grandir la Direction Générale de la Sécurité Présidentielle. On veut maintenant qu'elle connaisse un épanouissement harmonieux.

Mais, apparemment, ça coince quelque part. Problème de renouvellement de son élite ? En tout cas, sur la scène africaine, elle a montré ses limites et, depuis un moment, sa courbe est plutôt descendante. Est-ce cela qui a suscité comme un découragement ?

Oublie-t-on qu'en sport il est beaucoup facile d'accéder au sommet que de s'y maintenir ? Mais l'essentiel est de s'investir davantage dans le travail et passer par une organisation améliorée. Ainsi, bien que nous soyons déjà au mois de mai, on espère que la note d'information de la DGSP n'est en réalité qu'un poisson d'avril.

Nathan Tsongou

RÉFLEXION

A QUOI BON BÂTIR DES CHÂTEAUX EN ESPAGNE ?

Bien sûr, le sport congolais a une histoire. Mais ses plus belles pages se trouvent au passé. Car maintenant que les jeux olympiques d'été pointent à l'horizon, il n'y a personne pour y faire allusion. Car dans le grand événement sportif de juin prochain à Paris (France), il n'y a rien absolument rien pour faire rêver les congolais. Notre rêve s'est brisé en été 2016 au Brésil où Franck Elemba, au lancer du poids, s'est arrêté au pied du podium. Il n'était vraiment pas passé loin.

Mais très mal entretenu par un pays qui n'était pas en mesure de prendre en charge un champion de ce niveau, Franck Elemba a fini par craquer et à disparaître pour toujours. Mais 44ans avant lui, ce sont les « Migs » qui avaient fait parler pour la première fois du Congo aux jeux olympiques d'été de Munich où ils avaient atteint les demi-finales du relais 4x100m. Les Nkounkou, Nsana, Bassegela, Nkanza et Yanga avaient alors fait très forte impression. Mais ce sont là les deux seuls moments forts du Congo aux jeux olympiques.

Et pourtant, à travers Anacleit Wamba dans la catégorie des lourds légers à la boxe tout comme à travers l'équipe nationale de karaté, style shotokan, le ongo a été champion du monde. Au karaté, c'était en 2010 à Voujeaucourt en France. C'est dire qu'on peut, nous aussi, être sur le toit du monde. C'est juste une question d'organisation, de volonté et de travail. Mais ce travail, cette volonté et cette organisation, où sont-ils désormais passés ? A quoi va-t-on s'attendre à Paris dans quelques jours ? Sur ce

qu'on voit présentement, peut-on se permettre de viser haut ? A travers qui ? Dans quelle discipline ? Avec quelle préparation ?

C'est clair, le sport congolais est maintenant au fond du gouffre alors que, neuf ans plus tôt il s'était classé sixième sur le plan continental. C'est une preuve, une de plus, comme quoi le Congo ne sait pas préserver les acquis.

Georges Engouma

QUE SE PASSE-T-IL AVEC LA DGSP ?

